Document généré le 13 août 2025 20:54

Les Cahiers des dix

Le diocèse catholique au Québec: un cadre territorial pour l'histoire sociale

Fernand Harvey

Numéro 56, 2002

URI : https://id.erudit.org/iderudit/1008091ar
DOI : https://doi.org/10.7202/1008091ar

Aller au sommaire du numéro

Éditeur(s)

Les Éditions La Liberté

ISSN

0575-089X (imprimé)
1920-437X (numérique)

Découvrir la revue

Citer cet article

Harvey, F. (2002). Le diocèse catholique au Québec: un cadre territorial pour l'histoire sociale. *Les Cahiers des dix*, (56), 51–124. https://doi.org/10.7202/1008091ar

Résumé de l'article

Le diocèse catholique a joué un rôle incontournable dans l'histoire religieuse, économique, sociale et culturelle du Québec et de ses régions avant la Révolution tranquille. Un bilan historiographique permet dans un premier temps de constater qu'il reste beaucoup à faire pour développer l'histoire des diocèses au Québec. L'histoire de la création de nouveaux diocèses au cours des 19e et 20e siècles est particulièrement significative des rapports entre cette structure religieuse et la territorialité, en plus de révéler l'existence de luttes de pouvoir et de conflits idéologiques et linguistiques au sein du clergé; sans compter l'impact socioéconomique lié à la fondation d'un diocèse et à la localisation d'un évêché. Parmi les différentes institutions diocésaines créées au fil des années, le petit séminaire apparaît comme le lieu par excellence de la reproduction du clergé diocésain et des élites régionales. Notre analyse porte par la suite sur le rôle joué par le cadre diocésain pour structurer différentes associations et mouvements sociaux de la société civile tels que les sociétés diocésaines de colonisation, l'Union catholique des cultivateurs (UCC), le Mouvement des caisses populaires Desjardins, la Confédération des travailleurs catholiques du Canada (CTCC) et la Fédération des commissions scolaires catholiques du Québec (FCSCQ). À partir des années 1960, le cadre diocésain cesse d'être utilisé par une société de plus en plus laïcisée et dominée par l'intervention de l'État. De son côté, le clergé, inspiré par le concile Vatican II, met l'accent sur le renouveau pastoral dans les différents diocèses.

Tous droits réservés © Les Éditions La Liberté, 2002

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

https://www.erudit.org/fr/

Le diocèse catholique au Québec: un cadre territorial pour l'histoire sociale[1]

Fernand Harvey

Le diocèse, comme cadre d'analyse territorial

Le diocèse catholique est l'une des plus vieilles structures administratives régionales de l'histoire occidentale. On en retrouve les origines dans la Rome impériale sous Dioclétien alors qu'un « vicaire de l'empereur » est placé à la tête d'une circonscription administrative nommée *diocesis*[2] L'Église chrétienne reprend cette structure à son compte par la suite en nommant des évêques à la tête de ses propres diocèses. C'est ainsi qu'en France, certains diocèses ont plus de mille ans d'existence. Dans la colonie naissante de la Nouvelle-France, M^gr^ de Laval devient évêque de Québec, le premier diocèse catholique créé en Amérique du Nord en 1674; ce vaste diocèse ne sera subdivisé qu'à partir de 1789.

---

1. L'auteur remercie Guy Laperrière, professeur d'histoire à l'Université de Sherbrooke pour sa lecture attentive de la première version de cet article et pour ses corrections et suggestions judicieuses. Ses remerciements s'adressent également à Pierre Poulin de la Société d'histoire Alphonse-Desjardins, de Lévis, et James D. Thwaites du département de relations industrielles de l'Université Laval pour l'aide reçue.

2. *Encyclopédie Bordas*, vol. 3, Paris, SGED, 1998, p. 1 478.

Dans le contexte québécois, le diocèse en tant que structure administrative régionale prend toute sa signification à partir de la seconde moitié du XIX[e] siècle pour mieux encadrer les activités religieuses d'une population en rapide croissance démographique. Il jouera un rôle incontournable dans l'histoire sociale et culturelle des régions du Québec jusqu'au milieu des années 1960 et même au-delà. À ce jour, ce quadrillage administratif à caractère religieux n'a pas reçu toute l'attention qu'il mérite de la part des historiens et des sociologues.

L'objectif du présent article est de rappeler l'état de la recherche sur l'histoire des diocèses au Québec et de dégager des perspectives de recherche en établissant des liens entre l'histoire religieuse et l'histoire régionale, deux secteurs de l'historiographie québécoise qui ont eu tendance à cheminer en parallèle plutôt qu'en complémentarité, malgré des signes encourageants de rapprochement depuis quelques années. Dans cette analyse exploratoire, nous aborderons successivement le diocèse comme cadre territorial général, l'historiographie des diocèses, la création de nouveaux diocèses en rapport avec la territorialité, la fondation des petits séminaires diocésains, les sociétés diocésaines de colonisation ; les structures diocésaines de l'Union catholique des cultivateurs (UCC), du Mouvement des caisses populaires Desjardins, de la Confédération des travailleurs catholiques du Canada (CTCC) et de la Fédération des Commissions scolaires catholiques du Québec (FCSCQ).

L'ensemble des études historiques et sociologiques consacrées à l'étude des diocèses catholiques au Québec depuis un demi-siècle, se caractérise par une diversité d'approches, compte tenu des objectifs spécifiques poursuivis par les auteurs de ces publications[3]. On peut regrouper en quatre grandes catégories les études qui utilisent le cadre diocésain : les études de sociologie religieuse, les études de pastorale, les études d'histoire religieuse et les études d'histoire régionale. Des liens étroits ont été développés entre la sociologie religieuse et la pastorale grâce aux travaux du sociologue français Gabriel Le Bras, lesquels ont exercé une grande influence sur le développement de la sociologie religieuse au Québec au cours des années 1950 et 1960. Comme l'a bien montré Guy Laperrière, ces travaux de sociologie religieuse cherchaient à renouveler la pastorale et s'inscrivaient dans le cadre de « Grandes missions » diocésaines, mais également dans un contexte de réforme et de modernité inspiré à la fois par la Révolution tranquille et le concile Vatican II[4].

3. Voir à ce sujet la bibliographie en annexe au présent article.
4. Guy Laperrière, « Pourquoi l'histoire diocésaine ne s'est-elle pas développée au Québec comme en France ? », *SCHÉC, Études d'histoire religieuse*, 61 (1995) : 47-48.

Au Québec, l'histoire des relations entre la sociologie religieuse et la pastorale reste à faire. Ces relations, assez étroites au départ, ont eu tendance à s'éloigner par la suite, la sociologie religieuse prenant ses distances avec les objectifs de l'action pastorale dans le but d'affirmer son autonomie scientifique.

De son côté, l'historiographie religieuse québécoise a connu d'importantes mutations depuis les années 1970, influencée en cela par les nouveaux courants de l'historiographie religieuse française. Néanmoins, le diocèse a peu retenu l'attention des chercheurs universitaires, bien qu'il existe divers travaux de type plus descriptif et traditionnel relatifs à l'histoire des diocèses. Par ailleurs, il faut s'interroger sur les rapports qui ont pu s'établir entre l'histoire religieuse et l'histoire économique et sociale des régions. Ces rapports sont-ils aussi étroits qu'on pourrait le souhaiter ?

Le diocèse dans l'historiographie religieuse et civile au Québec

Il existe d'excellents bilans auxquels nous ferons référence pour rendre compte de l'état de l'historiographie des diocèses au Québec. En questionnant les raisons du retard de cette historiographie, Guy Laperrière se réfère au riche courant de l'historiographie des diocèses français, lequel aurait pu servir de modèle aux historiens québécois. S'appuyant sur un bilan historiographique de Michel Lagrée, il note la jonction qui s'est effectuée au début des années 1960 entre la tradition ecclésiastique et la tradition universitaire pour l'étude historique des diocèses en France. Par ailleurs, le corpus historiographique français des monographies diocésaines est riche de plusieurs composantes : une collection de synthèses d'« Histoire des diocèses de France », diverses monographies consacrées à une période spécifique de l'histoire d'un diocèse, des biographies scientifiques d'évêques et des études consacrées à une dimension spécifique de l'activité religieuse examinée dans son cadre diocésain[5].

De son côté, Michel Lagrée explique l'intérêt des historiens universitaires pour l'étude des régions françaises par une longue tradition qui remonte aux liens développés entre l'École française de géographie de Paul Vidal de la Blache et la nouvelle histoire économique et sociale de Lucien Febvre, fondateur de l'École des Annales au cours des années 1930. Dans le domaine plus spécifique de l'histoire religieuse universitaire, une démarche de type sociogéographique a été encouragée à la suite de l'invitation faite aux chercheurs par les sociologues Gabriel Le Bras et Fernand Boulard à inscrire la sociologie religieuse des comportements religieux dans la longue durée, et de façon rétrospective. C'est dans la foulée de cette approche d'histoire sociale et de sociologie historique que sont

5. Guy Laperrière, *op. cit.*, p. 43-45.

publiés deux ouvrages qui ont amorcé ce que Lagrée qualifie de « révolution herméneutique » : *Le diocèse de La Rochelle* de Louis Pérouas, pour l'Ancien régime, et *Le Diocèse d'Orléans* de Christianne Marchilhacy pour le XIX[e] siècle[6]. Ces deux ouvrages publiés au début des années 1960 ont marqué le début du rapprochement dont parle Lagrée entre l'histoire universitaire et l'histoire ecclésiastique.

Au Québec, diverses raisons ont été évoquées par Guy Laperrière pour expliquer le retard de l'historiographie universitaire des diocèses : fondation relativement récente des diocèses canadiens-français par rapport aux diocèses français ; absence présumée de différences significatives entre les diocèses au niveau des pratiques religieuses ; enfin, modifications fréquentes des frontières des diocèses[7]. À ces éléments qui ne sont pas sans fondements, il faut ajouter des explications relatives à la dynamique interne de l'historiographie religieuse au Québec.

En plaçant côte à côte des bilans historiographiques de Lagrée pour la France et de Laperrière pour le Québec, on peut établir quelques différences significatives entre les deux pays. En France, les études de sociologie religieuse développées par l'école de Gabriel Le Bras ont eu un impact significatif sur le renouvellement de l'historiographie des diocèses dès le début des années 1960, alors que s'établissait une jonction entre l'historiographie ecclésiastique traditionnelle et l'historiographie universitaire ; tel n'a pas été le cas au Québec. La sociologie religieuse de l'école de Le Bras s'est bel et bien développée au Québec entre 1955 et 1970. Ainsi, le Centre de sociologie religieuse de l'Université Laval a réalisé plusieurs enquêtes et analyses sur les caractéristiques sociographiques de diocèses ou de comtés et sur les pratiques religieuses observées sur ces territoires. Des études analogues ont aussi été entreprises dans le cadre de la Grande Mission du diocèse de Montréal par l'abbé Norbert Lacoste. Il faut également souligner les enquêtes de la sociologue Colette Moreux sur les petites villes de Saint-Hilaire et de Louiseville et celle de Marc Lesage sur Trois-Rivières[8]. Ce courant s'est pourtant

6. Louis Pérouas, *Le Diocèse de La Rochelle de 1648 à 1724. Sociologie et pastorale*, Paris, 1964 ; Christianne Marcilhacy, *Le diocèse d'Orléans sous l'épiscopat de M^gr Dupanloup, 1849-1878. Sociologie religieuse et mentalités collectives*, Paris, Plon, 1963 ; Christianne Marcilhacy, *Le diocèse d'Orléans au milieu du 19^e siècle*, Paris, Sirey, 1964. Cité dans : Michel Lagrée, « La monographie diocésaine et les acquis de l'historiographie religieuse française », *SCHÉC, Études d'histoire religieuse*, 61 (1995) : 17.

7. Guy Laperrière, « Centenaires de diocèses et histoire régionale au Canada français », *Revue d'histoire ecclésiastique*, 82, 1 (1987) : 44.

8. Colette Moreux, *Fin d'une religion ? Monographie d'une paroisse canadienne-française*, Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 1969, 485 p. ; Colette Moreux, *Douceville en Québec. La modernisation d'une tradition*, Montréal, PUM, 1982, 454 p. ; Marc Lesage, *Microcité. Enquête sur l'amour, le travail et le sens de la vie dans une petite ville d'Amérique*, [Trois-Rivières], Montréal, Fides, 1997, 247 p. (Chap. 3 : « De la grande présence de l'Église catholique, p. 55-62).

tari par la suite et ne semble pas avoir eu d'influence sur l'historiographie religieuse des diocèses[9].

Selon Guy Laperrière, le renouvellement de l'historiographie religieuse qui s'amorce au Québec vers 1975 s'oriente d'abord autour de la question de l'ultramontanisme et de son opposition au libéralisme au milieu du XIX[e] siècle. L'intérêt des historiens universitaires pour le cadre diocésain viendra plus tard, alimenté notamment par les travaux des historiens de l'art, de même que par les travaux à caractère ethnologique sur la religion populaire animés par le père Benoît Lacroix[10].

À la même époque, bon nombre de diocèses commencent à fêter leur centenaire ou leur cinquantenaire, ce qui donne lieu à diverses publications ; certaines prennent la forme d'albums souvenirs, d'autres s'inscrivent dans la tradition de l'histoire ecclésiastique, souvent renouvelée par l'apport d'historiens professionnels, clercs ou laïcs. Cette production met généralement l'accent sur l'histoire institutionnelle du diocèse et sur le rôle joué par les évêques qui s'y sont succédé. Dans certains cas, s'ajoutent un intérêt pour l'histoire de la pastorale et des préoccupations reliées au développement régional. De telles histoires-synthèses existent dans le cas des diocèses d'Amos (Duchemin *et al.*, 1989), de Baie-Comeau (Jomphe, 1995), de Shefferville/Labrador City (Goudreault, 1995), de Chicoutimi (Paré, 1987-2000), de Gaspé (Joncas, 1998), de Joliette (Lanoue, 1996), de Mont-Laurier (Coursol, 1988), de Montréal (Pouliot, 1936 ; En collaboration, 1986), de Nicolet (Fréchette, 1985), d'Ottawa (Barbezieux, 1897 ; Legros, 1949 ; Hurtubise *et al.*, 1997), de Rimouski (Bélanger et Voisine, 1994), de Rouyn-Noranda (Charron *et al.*, 1998), de Saint-Hyacinthe (Robillard, 2003), de Saint-Jérôme (Lajeunesse, 2001), Sainte-Anne-de-la-Pocatière (Godbout, 2001), de Trois-Rivières (Biron, 1947 ; Panneton, 1953 et 2002) et de Valleyfield (Le Comité, 1991)[11]. Ces synthèses, de valeur inégale, ne reposent sur aucune grille d'analyse uniforme. Elles constituent, néanmoins, des études fort utiles pour des recherches plus poussées dans l'avenir. Parmi ces publications, on retiendra plus particulièrement l'histoire du diocèse de Mont-Laurier de Luc Coursol, celle de Chicoutimi de M[gr] Marius Paré, celle de Trois-Rivières de Jean Panneton, celle de Montréal rédigée en collaboration, celle d'Ottawa par Pierre Hurtubise, Mark McGowan et Pierre Savard et celle de Rimouski, sous la direction de Noël Bélanger et de Nive Voisine. Publiées entre 1986 et 2002, ces synthèses marquent un rapprochement entre l'histoire ecclésiastique et l'histoire

9. Sur ces travaux de sociologie religieuse entre 1955 et 1970, voir GUY LAPERRIÈRE, « Pourquoi l'histoire diocésaine... », *op. cit.*, p. 45-48. Voir aussi notre bibliographie en annexe.
10. GUY LAPERRIÈRE, « Pourquoi... », *op. cit.*, p. 48-49.
11. Voir la bibliographie en annexe. À noter que les diocèses de Québec, de Saint-Jean, de Sherbrooke et de Timmins ne disposent pas encore d'une synthèse générale de leur histoire.

universitaire[12]. Cependant, il n'existe pas pour le moment d'ouvrages savants sur l'histoire des diocèses québécois comparables à ceux publiés pour les diocèses français.

Outre ces synthèses, on trouve divers articles de revues, principalement des revues d'histoire régionale, qui relatent certains aspects de l'histoire administrative d'un diocèse axés principalement sur la période de la fondation, de même que plusieurs compilations fort utiles concernant les effectifs cléricaux diocésains, souvent assorties de notices biographiques de prêtres et de curés[13].

Si les synthèses d'histoire de diocèses publiées jusqu'ici ont surtout mis l'accent sur les aspects administratifs et sur le rôle des évêques[14], l'historiographie religieuse universitaire s'est par ailleurs renouvelée depuis les années 1980 en s'intéressant à l'étude des phénomènes religieux dans l'espace paroissial ou diocésain. Ces recherches ont pris plusieurs directions. L'une d'elles privilégie le cadre paroissial, particulièrement la paroisse urbaine. L'étude de Lucia Ferretti sur la paroisse montréalaise de Saint-Pierre-Apôtre ouvre de nouvelles perspectives sur la paroisse, comme échelon local des rapports sociaux[15]. La paroisse urbaine, longtemps considérée par les sociologues comme un prolongement en milieu urbain d'une institution rurale à caractère conservateur, est maintenant perçue comme un cadre dynamique ayant favorisé l'insertion des Canadiens français dans la modernité urbaine. Lucia Ferretti observe une forte cohérence du lien social au sein de Saint-Pierre-Apôtre jusqu'à la fin de la Première guerre mondiale, alors que cette institution perd par la suite « son rôle de médiation entre la ville et les fidèles-citadins », tout en demeurant encore, pour un temps, « une très vive communauté de foi[16] ». Ce déclin de la paroisse comme lieu principal de consolidation du lien social ne laisse-t-il pas sous-entendre que les grands enjeux liés aux rapports sociaux, incluant la dimension religieuse, vont désormais se poser à une autre échelle : celle de la ville en ce qui concerne Montréal et Québec, et celle de la région pour le reste du Québec ? Si une telle hypothèse devait se vérifier, l'échelon diocésain apparaîtrait alors comme un espace d'observation

12. Voir la bibliographie en annexe.
13. *Idem.*
14. Il convient également de rappeler que de 1979 à 1988 la Société canadienne d'histoire de l'Église catholique a tenu son congrès annuel dans différents diocèses, souvent à l'occasion d'anniversaires : Gaspé (1979), St-Hyacinthe (1980), Edmundston (1981), Rouyn (1982), Nicolet (1985), Joliette (1987), Chicoutimi (1988). Les actes du congrès que constituaient alors les *Sessions d'étude* de la SCHÉC abordent certains aspects relatifs à l'histoire institutionnelle de ces diocèses.
15. Lucia Ferretti, *Entre voisins, La société paroissiale en milieu urbain Saint-Pierre-Apôtre de Montréal 1848-1930*, Montréal, Boréal, 1992, 264 p.
16. *Ibid.*, p. 10.

particulièrement fécond pour l'étude de la société québécoise au cours de la première moitié du XX[e] siècle. Plus encore, le diocèse ne préfigure-t-il pas la région administrative de l'État, telle qu'elle s'affirme à la fin des années 1960 ?

Pour revenir aux nouvelles études spatialisées de l'historiographie religieuse au Québec, il faut souligner l'apport significatif des historiens de l'Université du Québec à Trois-Rivières concernant le contrôle social et l'encadrement clérical. Cela dit, les recherches de Jean Roy sur l'organisation religieuse du diocèse de Nicolet et celles de René Hardy sur les mutations de la culture religieuse dans les diocèses de Québec, Trois-Rivières et Montréal ne constituent pas pour autant une histoire systématique de ces diocèses[17]. L'histoire des pratiques religieuses dans le diocèse de Montréal et dans la plaine de Montréal au XIX[e] siècle a aussi fait l'objet de percées intéressantes grâce aux travaux d'histoire religieuse et de cartographie historique de l'équipe de Louis Rousseau et de Frank W. Remiggi[18]. Dans le domaine voisin de la géographie historique, les travaux de Serge Courville et de son équipe sur les paroisses et municipalités de la région de Montréal au XIX[e] siècle ont contribué à asseoir sur des bases solides les études à venir en histoire religieuse et en histoire régionale, compte tenu du rôle incontournable joué par le cadre paroissial jusqu'aux années 1960, tant au niveau civil que religieux[19]. L'ouvrage sur *La paroisse*, dirigé par Serge Courville et Normand Séguin va plus loin en présentant une première synthèse de l'état des connaissances sur la paroisse en milieu rural et urbain depuis les origines jusqu'à nos jours. En plus de ses dimensions morphologiques, la paroisse est analysée comme milieu de vie[20]. Il est à souhaiter que le diocèse fasse un jour l'objet d'une synthèse analogue.

Parmi les recherches récentes concernant l'historiographie des diocèses, il faut accorder une place spéciale à l'étude de Christine Hudon sur l'encadrement religieux et la vie religieuse dans le diocèse de Saint-Hyacinthe, de 1820 à 1875.

---

17. René Hardy et Jean Roy, « Mutation de la culture religieuse en Mauricie, 1850-1900 », dans Joseph Goy et Jean-Pierre Wallot, dir., *Évolution et éclatement du monde rural. Structures, fonctionnement et évolution différentielles des sociétés rurales françaises et québécoises, XVII[e]-XX[e] siècles*, Paris et Montréal, ÉHESS et PUM, p. 397-413 ; René Hardy, *Contrôle social et mutation de la culture religieuse au Québec*, Montréal, Boréal, 1999, 284 p.
18. Louis Rousseau et Frank W. Remiggi, « Le renouveau religieux montréalais au XIX[e] siècle : une analyse spatio-temporelle de la pratique pascale », *SR/Sciences religieuses*, 21 (1992) : 431-454 ; Louis Rousseau et Frank W. Remiggi, dir., *Atlas historique des pratiques religieuses. Le Sud-Ouest du Québec au XIX[e] siècle*, Ottawa, Les Presses de l'Université d'Ottawa, 1998, 235 p.
19. Serge Courville *et al.*, *Paroisses et municipalités de la région de Montréal au XIX[e] siècle, 1825-1861 : répertoire documentaire et cartographique*, Québec, Presses de l'Université Laval, 1988, 350 p.
20. Serge Courville et Normand Séguin, dir., *La paroisse*, Sainte-Foy, PUL, 2001, 312 p. (Coll. « Atlas historique du Québec »).

Cet ouvrage, sans doute le premier à s'inscrire véritablement dans le courant des grandes monographies diocésaines de l'historiographie française, s'intéresse davantage aux contenus proprement religieux de l'histoire religieuse plutôt qu'à ses aspects administratifs. Mais il s'agit moins ici d'une histoire du diocèse de Saint-Hyacinthe que d'une étude dont l'objectif est d'éclairer l'évolution religieuse du Québec au XIX[e] siècle par le biais des pratiques religieuses et des relations entre le clergé et les fidèles, le tout situé dans un cadre diocésain[21]. On peut également rattacher à ce nouveau courant le livre de Martine Tremblay consacré à l'étude des rituels du mariage dans la vallée du Haut-Richelieu entre 1920 et 1940, bien que son objet d'étude soit plus spécifique et qu'il se situe dans un cadre civil — les comtés fédéraux de Saint-Jean, d'Iberville et de Napierville — plutôt que religieux et diocésain, en l'occurrence le sud du diocèse de Saint-Jean[22].

Les grandes tendances de l'évolution de l'historiographie religieuse des diocèses évoquées précédemment appellent en contrepartie une mise au point concernant les rapports entre cette historiographie et l'histoire économique, sociale et culturelle des régions. L'historiographie régionale a connu un développement spectaculaire au Québec depuis les années 1980[23]. Le chantier sur les histoires régionales développé par l'Institut québécois de recherche sur la culture à partir de 1980 et poursuivi par l'INRS-Urbanisation, Culture et Société a sans doute contribué à un rapprochement entre l'historiographie religieuse et l'historiographie régionale en s'intéressant à l'histoire des diocèses[24]. Christine Hudon reconnaît l'existence d'un tel rapprochement entre les deux historiographies, bien qu'elle constate que la majorité des synthèses d'histoire régionale de l'IQRC a surtout mis l'accent sur l'histoire institutionnelle des diocèses alors que l'évolution de la spiritualité et des pratiques religieuses demeure au second plan[25]. Il est certain que la dimension administrative de l'histoire des diocèses était plus facile à cer-

21. CHRISTINE HUDON, *Prêtres et fidèles dans le diocèse de Saint-Hyacinthe, 1820-1875*, Sillery, Septentrion, 1996, 469 p. ; Voir aussi la thèse de OLIVIER NOLLEAU pour le diocèse de Gaspé : *L'encadrement religieux de la population de la région de Gaspé de 1767 à 1867*, mémoire de maîtrise (histoire), Université de Sherbrooke, 2000 ; et celle de MARIUS LANGLOIS : *L'éducation de la foi dans le diocèse de Rimouski (1867-1928)*, mémoire de maîtrise (histoire), Université Laval, 1981.

22. MARTINE TREMBLAY, *Le mariage dans la vallée du Haut-Richelieu au XX[e] siècle. Ritualité et distinction sociale*, Sainte-Foy, PUL, 2001, 294 p.

23. FERNAND HARVEY, « L'histoire régionale, rurale et urbaine », dans JACQUES ROUILLARD, DIR., *Guide d'histoire du Québec*, 2[e] éd., Montréal, Méridien, 1993, p. 229-252.

24. FERNAND HARVEY, « Le chantier sur l'histoire des régions du Québec », dans ROCH CÔTÉ, DIR., *Québec 2003*, Montréal, Fides, 2002, p. 351-353.

25. CHRISTINE HUDON, « L'histoire religieuse des régions du Québec. Bilan et perspectives », *SCHÉC. Études d'histoire religieuse*, 67 (2001) : 38-41.

ner dans un premier temps que l'histoire des pratiques religieuses, lesquelles auraient nécessité de longues et minutieuses enquêtes de type monographique. De telles recherches devront être entreprises dans l'avenir pour tenter de vérifier dans quelle mesure certains diocèses québécois ont pu développer des traits culturels originaux, compte tenu de leurs caractéristiques à la fois religieuses, géographiques et socioéconomiques.

La dimension religieuse de l'histoire régionale a été jusqu'ici sous-évaluée au profit de problématiques mettant l'accent sur le développement économique ou l'intervention de l'État. Pourtant, tout porte à croire que la dimension religieuse a eu une influence certaine, voire déterminante, dans l'évolution des régions du Québec, du moins jusqu'au milieu des années 1960, bien que cette influence sur l'identité régionale demeure pour l'instant difficile à évaluer[26]. Par ailleurs, les traces institutionnelles du cadre diocésain dans la genèse des régions du Québec sont nombreuses et plus faciles à identifier, encore qu'elles n'aient pas encore fait l'objet d'analyses systématiques. Nous nous proposons d'ouvrir à cet égard quelques pistes de recherche à partir de secteurs spécifiques d'activités.

La création des diocèses et la territorialité au Québec

L'évaluation du rôle institutionnel des diocèses dans l'histoire régionale suppose au préalable une compréhension de la dynamique civile et religieuse à l'origine de la création de nouveaux diocèses. Sous le Régime français, le diocèse de Québec couvrait l'ensemble de l'Amérique du Nord. Une première division intervient avec la création du diocèse américain de Baltimore en 1789, consacrant ainsi la division politique entre le *British North America* et la jeune république des États-Unis. Une seconde division religieuse, à caractère sociolinguistique, s'amorce entre le Bas-Canada et les autres colonies du BNA en 1817, alors que la Nouvelle-Écosse est détachée du diocèse de Québec pour former le vicariat apostolique d'Halifax relevant directement du Saint-Siège. Deux ans plus tard, le Nouveau-Brunswick et l'Île-du-Prince-Édouard sont détachés à leur tour pour

26. MONIQUE DUMAIS est sans doute l'une des rares chercheures à avoir analysé les rapports entre un diocèse, — en l'occurrence le diocèse de Rimouski — et le développement régional : *L'Église de Rimouski dans un contexte de développement régional (1963-1972)*, Montréal, Fides, 1978, 395 p. Voir aussi : FERNAND DUMONT ET YVES MARTIN, *L'analyse des structures sociales régionales. Étude sociologique de la région de Saint-Jérôme*, Sainte-Foy, PUL, 1963, 269 p.

27. LÉON THÉRIAULT, « L'Acadie de 1763 à 1990, Synthèse historique », dans JEAN DAIGLE, DIR., *L'Acadie des Maritimes*, Moncton, Chaire d'études acadiennes, Université de Moncton, 1993, p. 53. À noter que les diocèses d'Halifax et de Frédéricton sont par la suite créés en 1842.

former le diocèse de Charlottetown, lequel demeure pour un temps suffragant du diocèse de Québec avant de devenir autonome en 1829[27]. Une division analogue s'amorce du côté du Haut-Canada avec la création du diocèse de Kingston en 1825, puis celui de Toronto en 1841[28]. À l'intérieur des frontières du Bas-Canada, la question de la création d'un nouveau diocèse à Montréal est évoquée dès 1783, mais se heurte à diverses oppositions au cours des décennies qui suivent, impliquant les sulpiciens et les autorités coloniales. Le diocèse de Montréal est finalement créé en 1836 avec à sa tête Mgr Jacques Lartigue ; ce dernier était déjà auxiliaire de l'évêque de Québec à Montréal depuis 1821[29].

La véritable régionalisation de l'administration religieuse au Québec se situe cependant entre 1847 et 1913, alors qu'on procède à la création de dix nouveaux diocèses : Ottawa (1847) dont les limites territoriales incluent alors l'Outaouais québécois, Saint-Hyacinthe (1852), Trois-Rivières (1852), Rimouski (1867), Sherbrooke (1874), Chicoutimi (1878), Nicolet (1885), Valleyfield (1892), Joliette (1904) et Mont-Laurier (1913)[30]. Cette vague de création de nouveaux diocèses répond à des besoins engendrés par le développement démographique des régions du Québec après 1850[31], même si des luttes de pouvoir entre les évêques pour élargir leur influence ou contrer celle de leur voisin ont souvent été à l'origine des découpages retenus. Ainsi, la création en 1886 de l'archidiocèse de Montréal, ayant comme suffragant les diocèses de Saint-Hyacinthe et de Sherbrooke, était considéré par Mgr Édouard Fabre, nouvel archevêque de Montréal, comme une solution pour résoudre les conflits entre les autorités religieuses de Québec et celles de Montréal, notamment la litigieuse question de la création d'une université à Montréal. La création, l'année précédente, du diocèse de Nicolet par l'amputation de la partie sud du diocèse de

28. PIERRE HURTUBISE, LUCA CODIGNOLA ET FERNAND HARVEY, DIR., *L'Amérique du Nord française dans les archives religieuses de Rome. Guide de recherche*, Sainte-Foy, Les Éditions de l'IQRC, 1999, p. 166.

29. LUCIEN LEMIEUX, « L'érection du diocèse de Montréal (1836) », dans *L'Église de Montréal. Aperçus d'hier et d'aujourd'hui*, Montréal, Fides, 1986, p. 24-29 ; LUCIEN LEMIEUX, *L'établissement de la première province ecclésiastique au Canada, 1783-1844*, Montréal, Fides, 1968, p. 120-126.

30. JEAN LEBLANC, *Dictionnaire biographique des évêques catholiques du* Canada, Montréal, Wilson & Lafleur, 2002, p. 29-33. Il faut noter que le vicariat apostolique du Pontiac créé en 1882 et dont une grande partie se situe dans l'ouest québécois devient le diocèse de Pembroke en 1898.

31. FERNAND HARVEY, « Historique des régions du Québec, des origines à la Révolution tranquille », dans MARC-URBAIN PROULX, DIR., *Le phénomène régional au Québec*, Sillery, Presses de l'Université du Québec, 1996, p. 113-132.

Trois-Rivières résulte également d'un conflit bien connu entre son titulaire ultramontain, Mgr Laflèche partisan de Mgr Bourget, et l'archevêque Taschereau de Québec de qui il était suffragant[32] [Carte 1].

Par contre, la création du vaste diocèse de Rimouski en 1867, lequel incluait alors le Bas-Saint-Laurent à partir de Cacouna, la Gaspésie et l'ensemble de la Côte-Nord à l'est de la rivière Portneuf, ne semble pas avoir créé de conflit, ni celle du diocèse de Chicoutimi en 1878, puisque le développement de la colonisation dans ces régions éloignées de Québec nécessitait de toute évidence l'établissement de nouveaux diocèses[33]. Il en va de même du diocèse de Sherbrooke créé en 1874 pour marquer les progrès de la colonisation franco-catholique en pays anglo-protestant[34]. Dans le cas de Valleyfield (1892) et de Joliette (1904), ces diocèses sont érigés par Rome à la demande de Mgr Édouard-Charles Fabre, archevêque de Montréal, qui souhaitait démembrer son trop vaste diocèse tout en y rattachant ces nouveaux diocèses à titre de suffragants. Il s'opposait par ailleurs à Mgr Joseph-Thomas Duhamel, archevêque d'Ottawa, qui avait fait pression sur Rome pour que Valleyfield relève de son archidiocèse.

Cette lutte de pouvoir pour la création de nouveaux diocèses fait aussi ses perdants : au cours des années 1880, le curé Antoine Labelle souhaitait la création d'un nouveau diocèse à Saint-Jérôme, mais l'archevêché de Montréal s'y était opposé fermement. Cependant, le développement de la colonisation augmentait les pressions pour la création d'un nouveau diocèse, cette fois dans la région des Hautes-Laurentides. Une lutte s'engage alors entre Sainte-Agathe-des-Monts, Nominingue et Mont-Laurier comme siège épiscopal du futur diocèse. Mont-Laurier finit par l'emporter grâce à l'habileté politique du curé Alphonse Génier ; ce dernier avait convaincu Mgr Charles-Hugues Gauthier, archevêque d'Ottawa, qu'un évêché à Mont-Laurier favoriserait le développement de nouvelles paroisses. Le diocèse de Mont-Laurier est finalement créé en 1913[35].

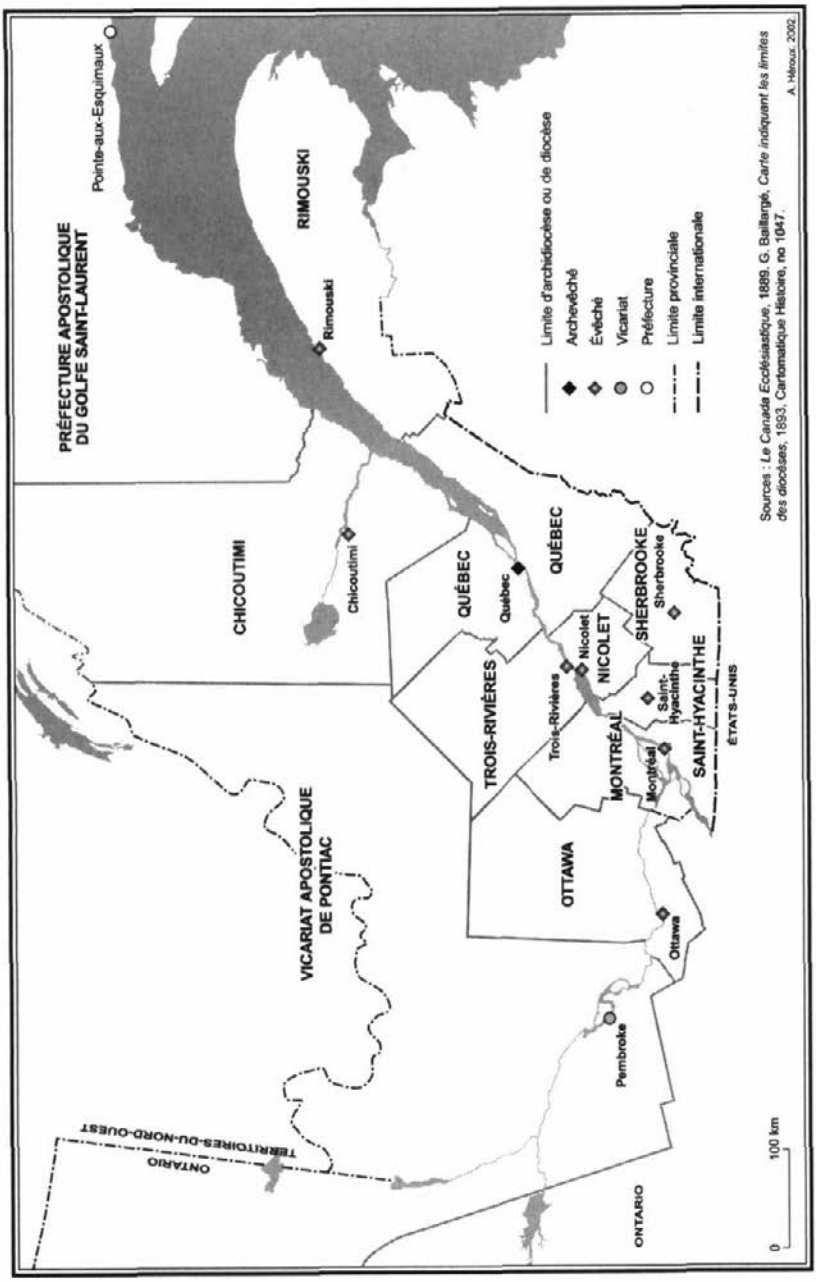
---

32. Nive Voisine, dir., *Histoire du catholicisme québécois*, vol. 2, Montréal, Boréal, 1991, p. 212-213 ; Nive Voisine, « La création du diocèse de Nicolet (1885) », *Les Cahiers nicolétains*, 5, 1 (mars 1983) : 3-31 ; 6, 4 (déc. 1984) : 147-214 ; Jean Panneton, *Le diocèse de Trois-Rivières 1852-2002*, Sillery, Éditions du Septentrion, 2002, p. 59-66.

33. Sylvain Gosselin, « Les 125 ans du diocèse de Rimouski : 1867-1992 », *Revue d'histoire du Bas-Saint-Laurent*, 16, 2 (juin 1993) : 4 ; Marc Saint-Hilaire, « L'évolution territoriale du diocèse de Chicoutimi, 1878-1978 », *Saguenayensia*, 20, 3-4 (mai-août 1978) : 65-66. À noter que la région de Charlevoix a alors été rattachée au diocèse de Chicoutimi.

34. Jean-Pierre Kesteman, Peter Southam et Diane Saint-Pierre, *Histoire des Cantons de l'Est*, Sainte-Foy, Les Éditions de l'IQRC, 1998, p. 404.

35. Serge Laurin, *Histoire des Laurentides*, Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, 1989, p. 398-401 ; Luc Coursol, *Un diocèse dans les cantons du Nord. Histoire du diocèse de Mont-Laurier*, Mont-Laurier, Évêché de Mont-Laurier, 1988, p. 170-175.



Carte 1. **Les diocèses du Québec en 1885**

De telles luttes pour la création d'un diocèse impliquent des intérêts à la fois civils et religieux, vu son impact économique et politique. Comme dans le cas du diocèse de Mont-Laurier, des chicanes de clochers éclatent lors de la création du diocèse de Joliette entre les localités de L'Assomption et de Joliette pour l'obtention du siège épiscopal. Appuyée par les Clercs de Saint-Viateur, Joliette finit par l'emporter, mais L'Assomption, vaincue, obtient de demeurer rattachée avec les localités avoisinantes au diocèse de Montréal[36]. Comme le soulignent à juste titre Jean Hamelin et Nicole Gagnon, « compte tenu de la place qu'occupe l'Église dans l'organisation sociale, la création d'un diocèse a une signification analogue à celle de la création d'un conseil socio-économique régional[37] ». Ainsi, l'idée de créer à Sherbrooke un nouveau diocèse pour les Cantons de l'Est remonte à 1869. *L'Écho du cabinet de lecture paroissial de Montréal* considérait positivement ce projet au double point de vue religieux et civil :

> Un siège épiscopal de ce côté ne manquera pas de donner un nouvel élan à la religion et même ne servira pas peu à encourager les colons à persévérer dans leurs travaux de défrichement et à donner naissance à de nouvelles paroisses qui y attireront encore de nouveaux pionniers ; c'est donc une œuvre civilisatrice en même temps que religieuse[38].

Vers 1915, le découpage territorial des diocèses catholiques commence à refléter la dynamique des espaces régionaux du Québec contemporain et cette dynamique va se préciser encore davantage par la suite. Ainsi, l'archidiocèse de Québec (créé en 1844) regroupe les diocèses de Québec, de Rimouski, de Chicoutimi, de Trois-Rivières, de Nicolet et le vicariat apostolique du Golfe Saint-Laurent (créé en 1905), c'est-à-dire l'est de la province, alors que l'archidiocèse de Montréal (créé en 1886) regroupe les diocèses de la plaine de Montréal, soit Montréal, Saint-Hyacinthe, Valleyfield et Joliette, de même que le diocèse de Sherbrooke dans les Cantons de l'Est.

Plus à l'ouest, les limites des diocèses ne respectent pas les frontières civiles de la province de Québec. Depuis la création du diocèse d'Ottawa en 1847, les limites de ce diocèse chevauchent la frontière Québec-Ontario. Cette situation

---

36. Lucien Sylvestre, « Le diocèse de Joliette. L'histoire de son érection », *SCHÉC. Rapport 1949-1950*, p. 81-97 ; François Lanoue, *Regards sur l'église cathédrale et le diocèse de Joliette*, Joliette, Évêché de Joliette, 1996, p. 152-154.

37. Jean Hamelin et Nicole Gagnon, *Histoire du catholicisme québécois. Le XX^e siècle*, tome 1 (1898-1940), Montréal, Fides, 1984, p. 75. Dans le cas du diocèse de Joliette, on notera la persistance jusqu'à nos jours de tensions entre le nord de la région de Lanaudière (Joliette) et le sud (Repentigny-L'Assomption).

38. *L'Écho du cabinet de lecture paroissial de Montréal*, XI (1869), p. 63 ; cité dans : Nive Voisine, « L'épiscopat québécois au moment de la formation du diocèse de Sherbrooke (1874) », *SCHÉC, Sessions d'étude*, 1974, p. 25.

se perpétue après son démembrement lorsqu'on crée de nouveaux diocèses franco-ontariens plus au nord. En 1916, l'archidiocèse d'Ottawa comprenait un seul diocèse suffragant situé complètement en territoire québécois : celui de Mont-Laurier. Les trois autres diocèses de cette province ecclésiastique contenaient tous une partie en territoire québécois : le diocèse d'Ottawa incluait l'Outaouais québécois ; le diocèse de Pembroke s'étendait à la région du Pontiac, et le diocèse de Hailebury incorporait la région du Témiscamingue, ouverte à la colonisation au cours des années 1880, de même que l'Abitibi dont l'occupation venait à peine de débuter.

Cette dépendance de l'ouest et du nord-ouest québécois à l'égard des diocèses ontariens se maintiendra longtemps pour diverses raisons, la principale étant sans doute la volonté des évêques francophones d'Ottawa, de Pembroke et de Haileybury-Timmins de conserver les paroisses du Québec à l'intérieur de leur diocèse ; cette présence québécoise permettait ainsi de renforcer l'élément franco-ontarien, toujours menacé par l'activisme anglophile du clergé irlandais du sud ontarien. Le conflit entre les évêques canadiens-français et les évêques irlandais remontait au siècle précédent. Mgr John Joseph Lynch, archevêque de Toronto, avait amorcé une longue lutte contre Mgr Guigues, évêque d'Ottawa dès 1873, dans le but d'annexer la partie ontarienne de ce diocèse à sa province ecclésiastique, tout en proposant l'érection d'un nouveau diocèse à Hull pour la partie québécoise. Le clergé irlandais souhaitait que les frontières ecclésiastiques correspondent aux frontières provinciales afin d'étendre leur influence dans l'Est ontarien, une région où les catholiques demeuraient majoritairement francophones. Mgr Guigues (1847-1874) et son successeur, Mgr Joseph-Thomas Duhamel (1874-1909), s'y étaient opposés farouchement, appuyés en cela par les évêques du Québec. Au Canada français à cette époque, la question nationale transcendait les frontières provinciales. Rome, à la fois arbitre du conflit et autorité suprême, avait fini par se ranger du côté des évêques canadiens-français en maintenant le rattachement du diocèse d'Ottawa à l'archidiocèse de Québec, puis en créant la nouvelle province ecclésiastique d'Ottawa en 1887, en même temps que celle de Montréal. Les évêques irlandais de Toronto et de Kingston avaient perdu cette bataille même si, par la suite, les tensions allaient persister, voire s'aggraver entre catholiques francophones et anglophones en Ontario[39].

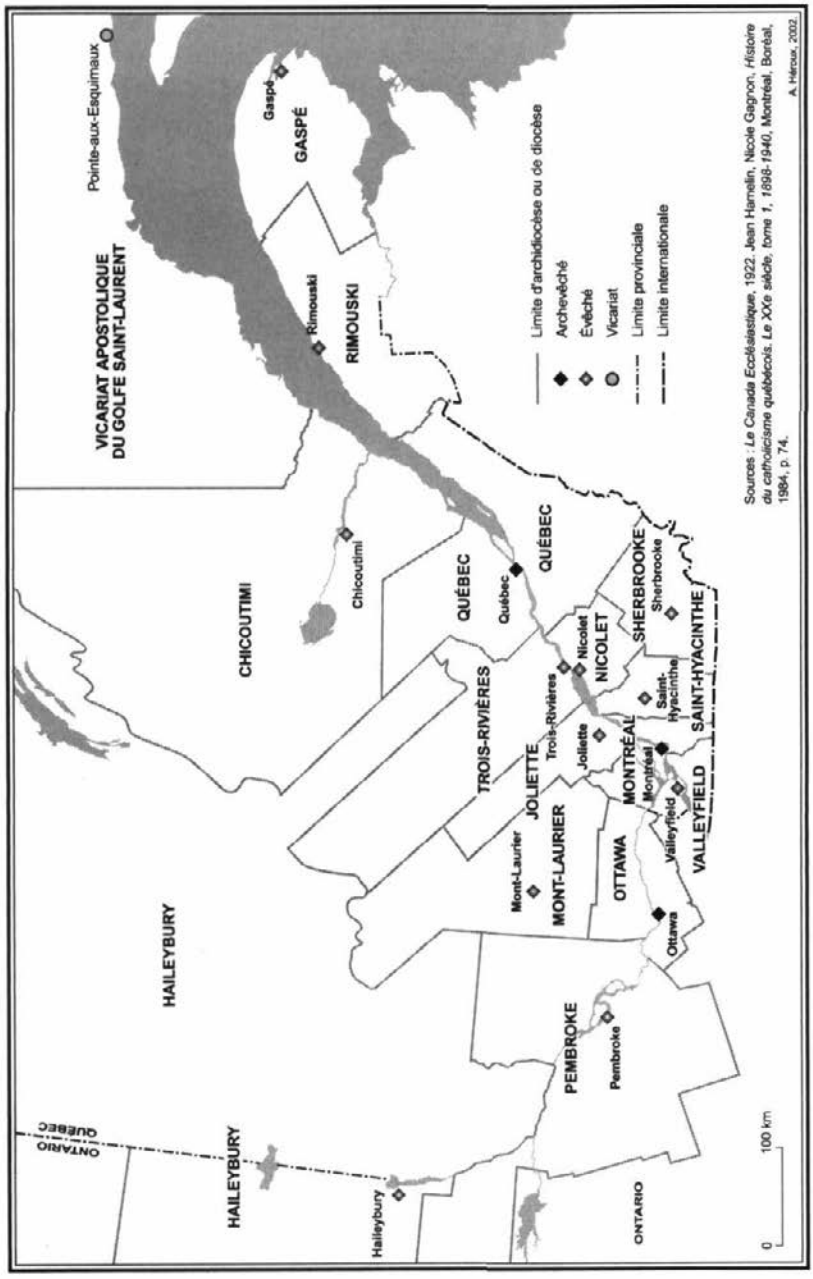
39. Sur les conflits et les intrigues entre les évêques canadiens-français et irlandais, voir : ROBERT CHOQUETTE, *L'Église catholique dans l'Ontario français du dix-neuvième siècle*, Ottawa, Éditions de l'Université d'Ottawa, 1984, chap. 9, « Duhamel vs Lynch : les conflits de frontières ecclésiastiques », p. 251-280 ; DON G. CARTWRIGHT, « Ecclesiastical Territorial Organization and Institutional Conflict in Eastern and Northern Ontario, 1840 to 1910 », *Historical Papers/Communications historiques*, [Société historique du Canada], 1978, p. 176-199.

Après 1915, la carte des diocèses continue de se modifier au Québec, mais de façon plus ponctuelle, afin de répondre à la fois aux besoins des vastes régions périphériques ou à celles des régions centrales urbanisées ou plus densément peuplées. Ainsi, en 1922, la péninsule de Gaspé se détache du vaste diocèse de Rimouski pour devenir un diocèse distinct. Le nouvel évêque, Mgr François-Xavier Ross, installe le nouvel évêché dans la sous-région plus pauvre de Gaspé où l'élément anglo-protestant demeure vigoureux, plutôt qu'à Bonaventure, une sous-région plus riche où domine l'élément francophone. Une commission de clercs créée pour déterminer le choix du futur siège épiscopal avait, en effet, jugé que l'importance future de Gaspé justifiait un tel choix[40] [Carte 2].

Sur la Côte-Nord, l'érection d'un nouveau diocèse sera plus lente à se réaliser compte tenu de la faible population de pêcheurs blancs et d'autochtones dispersés sur une vaste territoire et pouvant difficilement soutenir financièrement la présence d'un évêque et d'institutions diocésaines. Jusqu'à la fin de la seconde guerre mondiale, la région s'apparentait plutôt à un pays de mission. Elle avait d'abord été détachée du diocèse de Rimouski à la demande de Mgr Jean Langevin qui jugeait trop vaste le territoire de son diocèse, lequel s'étendait alors à tout l'estuaire du Saint-Laurent. La Côte-Nord deviendra, dans un premier temps, une préfecture apostolique en 1882 dépendant de l'évêque de Chicoutimi. Puis l'arrivée des pères Eudistes dans la région, en 1903, facilite la transformation de la région en vicariat apostolique deux ans plus tard ; son premier évêque, Mgr Gustave Blanche, s'installe à Sept-Îles. Son successeur, Mgr Patrice Chiasson, choisit plutôt Havre-Saint-Pierre qui demeure le siège du vicariat de 1917 à 1945. Au moment de la création du diocèse du Golfe Saint-Laurent, en 1945, Mgr Napoléon-Alexandre Labrie qui est déjà en poste dans le vicariat depuis 1938 choisit de déménager le siège épiscopal à proximité de Baie-Comeau, une ville alors en plein essor qui était devenue la métropole économique de la région. Mais pour des raisons qui demeurent obscures, il préfère s'installer à quelques kilomètres à l'ouest de Baie-Comeau sur le site de Hauterive. Face à Baie-Comeau ville industrielle, Hauterive affirmera sa vocation institutionnelle[41]. Le nouveau diocèse du Golfe Saint-Laurent s'étend de la rivière Saguenay à la rivière Natashquan. Plus à l'est, la Basse-Côte-Nord relève du vicariat apostolique du

40. MARC DESJARDINS *ET AL.*, *Histoire de la Gaspésie*, 2e éd., Sainte-Foy, Les Éditions de l'IQRC, 1999, p. 559.

41. PIERRE FRENETTE, DIR., *Histoire de la Côte-Nord*, Sainte-Foy, Les Éditions de l'IQRC, 1996, p. 404-407, 523-526. Le diocèse du Golfe Saint-Laurent change son nom en diocèse de Hauterive en 1960, puis en diocèse de Baie-Comeau après la fusion des deux villes jumelles en 1982.



Carte 2. **Les diocèses du Québec en 1922**

Labrador, également créé en 1945[42]. À la même époque, le diocèse de Chicoutimi voit ses frontières modifiées à deux reprises et perd son ouverture sur le Saint-Laurent. Au moment de la création du diocèse du Golfe Saint-Laurent, les six paroisses de la Haute-Côte-Nord, entre le Saguenay et la rivière Portneuf, sont détachées de Chicoutimi pour faire partie du nouveau diocèse. Puis, en juin 1951, le comté de Charlevoix est détaché à son tour pour revenir à l'archidiocèse de Québec dont il avait été soustrait en 1878[43].

Dans le Nord-Ouest québécois, l'Abitibi rurale et agricole est ouverte à la colonisation en 1912 grâce au chemin de fer transcontinental qui traverse le nord de la région en direction de Québec d'où part bon nombre de colons. En 1938, cette partie de l'Abitibi qui inclut les villes d'Amos, La Sarre et Val d'Or est détachée du diocèse de Timmins pour former le diocèse d'Amos, le premier diocèse de la région situé exclusivement en territoire québécois[44]. Il est alors rattaché à la province ecclésiastique de Québec, sans doute à cause du lien ferroviaire qui unissait la région à la Vieille capitale. Amos demeure ainsi pour plusieurs années la véritable capitale spirituelle de l'Abitibi. Le sud minier de la région abitibienne et le Témiscamingue ne se détachent à leur tour du diocèse de Timmins pour former le nouveau diocèse de Rouyn-Noranda qu'en 1973, alors que le déclin institutionnel de l'Église catholique est déjà passablement avancé dans la région, tout comme ailleurs au Québec[45].

Toujours dans l'ouest du Québec, l'Outaouais québécois — à l'exception de la sous-région du Pontiac qui est demeurée rattachée au diocèse de Pembroke — obtient finalement son propre diocèse à Hull en 1963. Les choses avaient bien changé depuis l'époque où les évêques canadiens-français s'opposaient à une telle fondation, alors que les évêques irlandais la favorisaient indirectement! Déjà en 1945, Aimé Guertin, porte-parole des aspirations régionales, réclamait la création d'un nouveau diocèse à Hull, appuyé par l'Union des Chambres de commerce de l'ouest de la province de Québec, déplorant que le réseau institutionnel ait été développé uniquement du côté d'Ottawa :

> Nous nous sentons plutôt comme un groupe de sacrifiés de ce bord-ci de l'Outaouais [...] la présence d'un évêque dans un territoire particulier est une merveilleuse cause de développement et de progrès dans les domaines religieux, éducatif, et

42. Le vicariat est élevé au rang de diocèse en 1967. Son siège épiscopal, d'abord localisé à Schefferville, puis à Labrador City en 1983. PIERRE FRENETTE, *op. cit.*, p. 527-528.
43. MARC SAINT-HILAIRE, « L'évolution territoriale du diocèse de Chicoutimi, 1878-1978 », *Saguenayensia*, 20, 3-4 (mai-août 1978) : 71-72.
44. ODETTE VINCENT *ET AL.*, *Histoire de l'Abitibi-Témiscamingue*, Sainte-Foy, Les Éditions de l'IQRC, 1995, p. 326.
45. *Ibid.*, p. 532-533.

même économique et social. [...] Notre région, qui forme pourtant une entité distincte, semble être la moins avancée ou la plus arriérée de toutes celles du Québec[46].

Le recentrement des diocèses de l'ouest et du nord-ouest sur le Québec est finalement complété en 1990 : Hull promu archidiocèse regroupe, outre le diocèse de Gatineau-Hull, les diocèses de Mont-Laurier, de Rouyn-Noranda et d'Amos dans le cadre d'une nouvelle province ecclésiastique[47].

Par ailleurs, la grande région de Montréal voit aussi la carte des diocèses se transformer. Le diocèse de Saint-Jean est formé en 1933 à partir d'une partie du territoire du diocèse de Montréal situé sur la rive-sud, entre le fleuve Saint-Laurent et le Richelieu. Ce diocèse, rebaptisé Saint-Jean-Longueuil en 1982, reflète alors la nouvelle polarisation urbaine autour de Longueuil, désigné comme nouveau siège de l'évêché. Dans les Basses-Laurentides, le rêve jadis caressé par le curé Labelle devient finalement réalité en 1951 avec la création du diocèse de Saint-Jérôme, à la suite du démembrement de la partie nord du diocèse de Montréal et du rattachement de quelques paroisses des diocèses d'Ottawa et de Mont-Laurier. Cependant, contrairement au projet de Labelle, le nouveau diocèse ne couvrait pas toute la région des Laurentides, mais seulement la sous-région des Basses-Laurentides. De plus, ce diocèse incluait une population ouvrière relativement importante à Saint-Jérôme et à Lachute. À la fin des années 1950, Mgr Émilien Frenette, premier évêque du diocèse, a sans doute été l'un des premiers évêques du Québec à chercher du côté des sciences sociales une solution au déclin de la pratique religieuse qui s'annonçait en confiant aux sociologues Fernand Dumont et Yves Martin la réalisation d'une vaste enquête dans le but d'expliquer les bouleversements socioculturels en cours dans son diocèse et préparer le terrain à un renouvellement des pratiques pastorales[48].

Outre le diocèse de Saint-Jérôme, l'année 1951 voit également naître le diocèse de Sainte-Anne-de-la-Pocatière sur la Côte-du-Sud. L'idée est lancée en février 1948 par Mgr Maurice Roy, archevêque de Québec, qui propose qu'un nouveau diocèse soit créé à même les diocèses de Québec et de Rimouski ; il comprendrait les comtés de Kamouraska, de Témiscouata et de Rivière-du-Loup

46. Mémoire de Aimé Guertin à Mgr Alexandre Vachon, Hull, 24 sept. 1945 ; cité dans CHAD GAFFIELD *ET AL.*, *Histoire de l'Outaouais*, Québec, IQRC, 1994, p. 632.

47. CHAD GAFFIELD *ET AL.*, *op. cit.*, p. 639.

48. FERNAND DUMONT ET YVES MARTIN, *L'analyse des structures sociales régionales. Étude sociologique de la région de Saint-Jérôme*, Sainte-Foy, PUL, 1963, 269 p. L'enquête sur le terrain a lieu en 1956 et 1957 durant l'été ; voir aussi : SERGE LAURIN, *Histoire des Laurentides*, Québec, IQRC, 1989, p. 756-757.

et son siège épiscopal serait situé à Rivière-du-Loup. Ce projet suscite de fortes réticences chez les prêtres du collège de Sainte-Anne-de-la-Pocatière qui voient leur institution vieille de 125 ans marginalisée au profit de Rivière-du-Loup. Ces protestations, orchestrées par le supérieur du Collège, le chanoine Alphonse Fortin, finissent par porter fruit. Le siège épiscopal du nouveau diocèse sera situé à Sainte-Anne et épousera, pour l'essentiel, les limites territoriales de la région de la Côte-du-Sud, de Berthier-sur-mer à Rivière-du-Loup. Découpé exclusivement à l'intérieur du diocèse de Québec, le nouveau diocèse n'incluait pas le Témiscouata qui demeurait dans le diocèse de Rimouski[49].

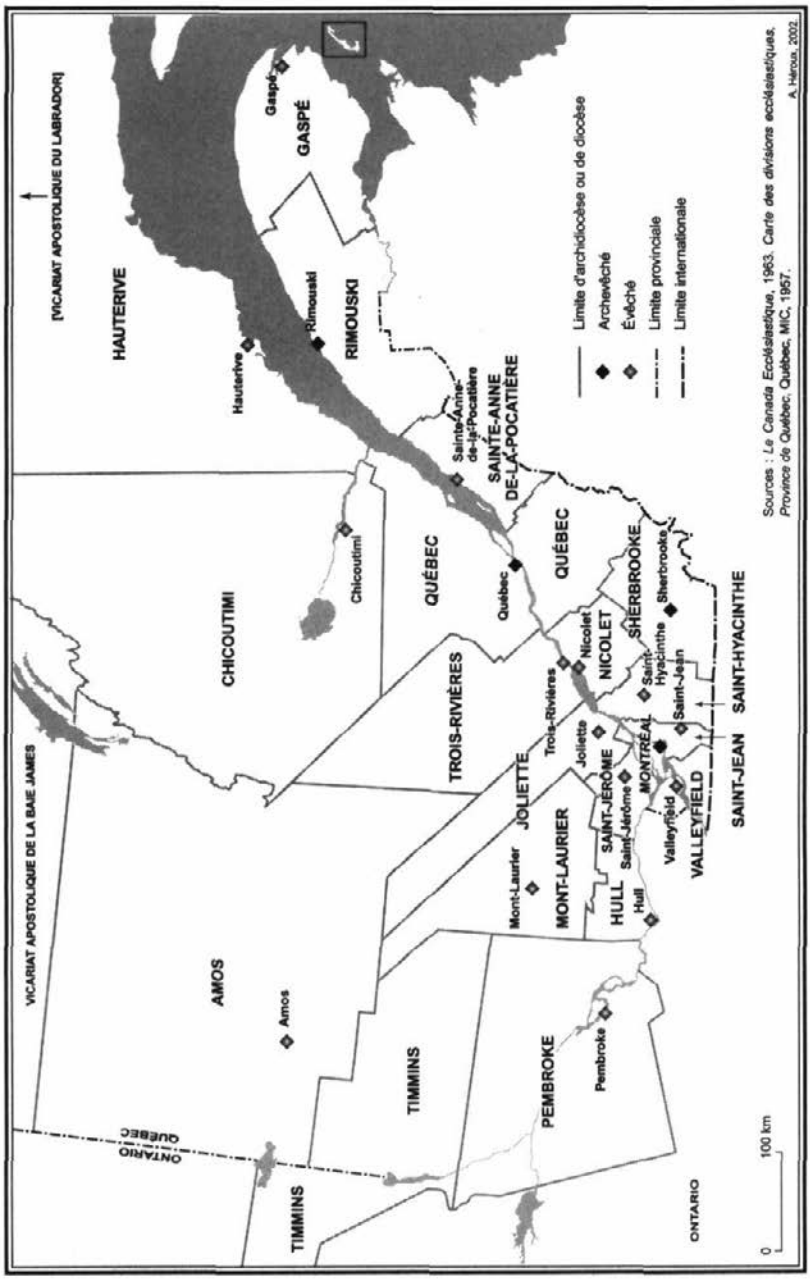
Vers 1963, au moment où l'État s'apprête à prendre en charge l'ensemble des institutions d'éducation, de loisir, de santé et de bien-être social, la carte des diocèses est à peu près fixée, à l'exception des futurs diocèses de Rouyn-Noranda et de Labrador City [Carte 3]. Aux provinces ecclésiastiques de Québec, Montréal et Ottawa se sont ajoutées celle de Rimouski en 1946, et celle de Sherbrooke, en 1951, amenant par le fait même une redistribution des diocèses suffragants. La dernière réorganisation majeure date de 1990 avec la création de l'archidiocèse de Hull qui regroupe les diocèses de l'ouest québécois [Carte 4].

L'émergence d'institutions régionales : les petits séminaires diocésains

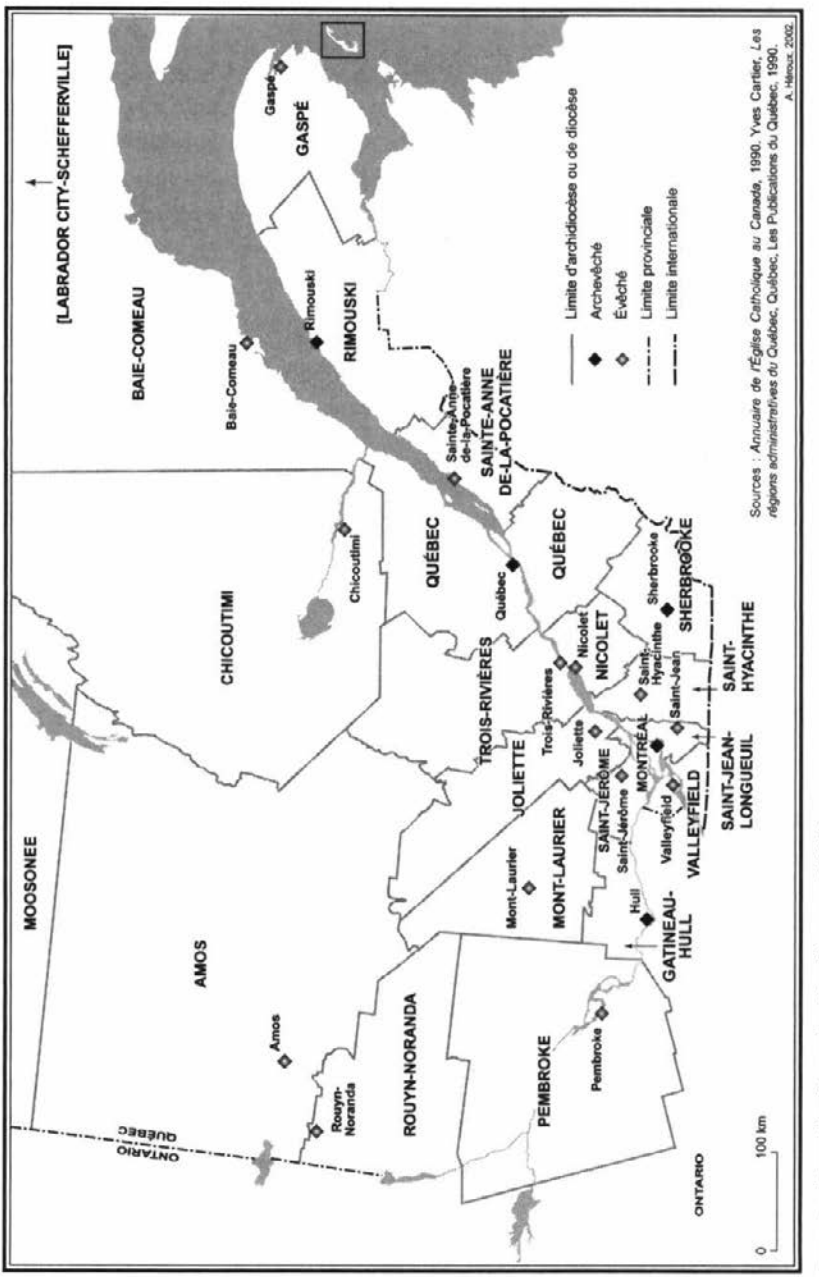
Le diocèse est à l'origine de la création de plusieurs institutions civiles et religieuses à vocation régionale. Si l'historiographie religieuse récente a beaucoup insisté sur le contrôle social et religieux exercé par le clergé diocésain, elle s'est moins intéressée au rôle du clergé dans le développement régional, plus particulièrement avant la Révolution tranquille. L'action des missionnaires et des curés colonisateurs est certes mieux connue[50], mais le rôle des évêques dans le développement institutionnel des régions n'a pas encore reçu toute l'attention qu'elle mérite. L'historiographie religieuse cléricale a cependant rappelé, à juste titre, l'action de plusieurs évêques dans la mise en place d'associations et d'institutions religieuses diocésaines, particulièrement dans le domaine de l'éducation. À cet égard, l'historien Nive Voisine a bien montré que la plupart des évêques

49. ALAIN LABERGE *ET AL.*, *Histoire de la Côte-du-Sud*, Québec, IQRC, 1993, p. 457-458 ; GAÉTAN GODBOUT, *Église de Sainte-Anne 1951-2001. Terre de promesses*, La Pocatière, L'Évêché, 2001, p. 7-24.

50. Par exemple : GABRIEL DUSSAULT, *Le curé Labelle. Messianisme, utopie et colonisation au Québec, 1850-1900*, Montréal, Hurtubise HMH, 1983, 392 p. ; FRÉDÉRIC LEMIEUX, *Les missionnaires-colonisateurs en Abitibi (1929-1939)*, Mémoire de maîtrise (histoire), Université de Sherbrooke, 2000, 194 p.



Carte 3. **Les diocèses du Québec en 1963**



Carte 4. **Les diocèses du Québec en 1990**

québécois du XIX[e] siècle provenaient du milieu de l'éducation ; ce qui expliquerait pour une bonne part leur implication personnelle dans la création de collèges et de séminaires[51].

Au XIX[e] siècle, la fondation de collèges classiques et de séminaires précède souvent la création de nouveaux diocèses ou l'accompagne. Les collèges les plus anciens sont l'œuvre de curés soucieux de développer l'enseignement classique, commercial ou industriel dans leur région[52]. Claude Galarneau a bien montré que ces premiers collèges classiques sont nés dans des presbytères de paroisses sous forme d'écoles et que dix de celles-ci sont devenues des collèges entre 1765 et 1840[53]. Certains de ces collèges disparaîtront par la suite pour diverses raisons, mais d'autres deviendront de véritables institutions diocésaines. C'est le cas du collège de Saint-Hyacinthe, fondé en 1811 par le curé Antoine Girouard et pris en charge par l'abbé Jean-Charles Prince, de 1831 à 1840 ; ce dernier transforme le collège en séminaire, deux ans après la création du diocèse de Saint-Hyacinthe dont il devient le premier évêque en 1852. Dans d'autres régions, la transformation d'une institution d'enseignement existante en collège ou séminaire précède de quelques années la création d'un diocèse. Ainsi, c'est parce qu'il entrevoit la création prochaine du diocèse de Chicoutimi, que M[gr] E. A. Taschereau, archevêque de Québec, autorise le curé Dominique Racine, le futur évêque, à transformer une école déjà existante en séminaire dès 1873, soit cinq ans avant la fondation du diocèse[54].

Dans le Bas-Saint-Laurent, le processus est analogue. Le curé Cyprien Tanguay avait fondé un collège industriel, agricole et commercial à Rimouski dès 1855 ; l'institution végétait jusqu'à ce que l'abbé Georges Potvin prenne la direction de l'institution en 1862. Elle sera transformée en collège classique l'année suivante, puis en séminaire sous M[gr] Jean-François Langevin, premier évêque du diocèse de Rimouski. Ce dernier cumulera également la fonction de directeur du Séminaire de 1867 à 1882, car il considérait cette institution d'enseignement et de recrutement sacerdotal comme son œuvre de prédilection[55]. Évolution ana-

51. Nive Voisine, « L'épiscopat québécois au moment de la formation du diocèse de Sherbrooke (1874) », *SCHÉC, Sessions d'étude*, (1974) : 40.
52. Claude Galarneau, *Les Collèges classiques au Canada français*, Montréal, Fides, 1978, p. 16-43.
53. Claude Galarneau, « Les études classiques au Québec 1760-1840 », *Les Cahiers des Dix*, 56 (2002), p. 19-49.
54. Marius Paré, *L'Église au Diocèse de Chicoutimi*, tome 1, *Germination et formation, 1535-1888*, 2[e] éd., Chicoutimi, Évêché de Chicoutimi, 1988, p. 227-235. Le Petit Séminaire et le Grand séminaire de Chicoutimi ont été fondés en même temps en 1873.
55. Noël Bélanger et Nive Voisine, *Le Diocèse de Rimouski (1867-1992)*, Rimouski, Archevêché de Rimouski, 1994, p. 44.

logue à Sherbrooke : dès 1875, Mgr Antoine Racine, premier évêque du diocèse, s'empresse de transformer le Collège commercial de Sherbrooke qui avait connu une existence fragile depuis sa fondation en 1855 en un séminaire diocésain offrant le cours classique[56].

Dans d'autres régions, la création d'un nouveau diocèse s'accompagne en parallèle de la fondation par l'évêque d'un collège classique ou d'un petit séminaire. Mgr Joseph Émard, premier évêque de Valleyfield, fonde le Collège-séminaire de Valleyfield en 1893, alors que Mgr François-Xavier Brunet, premier évêque de Mont-Laurier, met sur pied le Séminaire de Mont-Laurier en 1915[57]. En Gaspésie, l'évêque-fondateur du diocèse de Gaspé, Mgr François-Xavier Ross, considère comme prioritaire la fondation d'un petit séminaire à Gaspé ; cette institution dirigée dans un premier temps par les Jésuites, ouvre ses portes en 1926[58]. En Abitibi, la création du diocèse d'Amos suscite à son tour la fondation du Séminaire d'Amos par Mgr J. A. Desmarais en 1940, alors que la réorganisation à Hauterive du diocèse du Golfe Saint-Laurent sous l'épiscopat de Mgr Napoléon-Alexandre Labrie aboutit à la fondation du Séminaire de Hauterive en 1954.

Selon Claude Galarneau, sur un total de 38 collèges ou séminaires fondés au Canada français entre 1840 et 1919, le clergé diocésain en a fondé 24 à lui seul[59]. La plupart des petits séminaires diocésains ont donc été fondés au cours de cette période. Entre 1920 et 1939, le rythme de fondation de collèges classiques s'accélère pour un total de 20 nouvelles institutions, dont 8 à Québec et 10 à Montréal, mais ces collèges ne sont pas des petits séminaires. L'époque de fondation intensive des petits séminaires diocésains est déjà révolue, puisque chaque diocèse possède déjà le sien, à l'exception des nouveaux diocèses créés après 1920[60].

Par ailleurs, les diocèses les plus importants possèdent également un grand séminaire pour la formation théologique des futurs prêtres. En 1960, on en compte huit (8) au Québec, soit Montréal, Québec, Trois-Rivières, Nicolet, Sherbrooke, Saint-Hyacinthe, Rimouski et Chicoutimi, sans compter celui d'Ottawa. Dans l'édition de 1960 du *Canada ecclésiastique*, on recense généralement le nombre de grands séminaristes rattachés aux autres diocèses qui ne possèdent pas de grand

56. Jean-Pierre Kesteman *et al.*, *Histoire des Cantons de l'Est*, Sainte-Foy, Les Éditions de l'IQRC, 1998, p. 414.
57. Mario Filion *et al.*, *Histoire du Haut-Saint-Laurent*, Sainte-Foy, Les Éditions de l'IQRC, 2000, p. 299 ; Serge Laurin, *Histoire des Laurentides*, Québec, IQRC, 1989, p. 391.
58. Paul Joncas, *Les 75 ans du Diocèse de Gaspé, 1922-1997*, Gaspé, La Fondation du diocèse de Gaspé, 1998, p. 39.
59. Claude Galarneau, *op. cit.*, p. 42.
60. Séminaires diocésains fondés après 1920 : Séminaire d'Amos (1940), Séminaire de Hauterive (1945), Séminaire Saint-Michel de Rouyn-Noranda (1960).

séminaire; ce qui laisse supposer qu'ils étaient inscrits à un autre grand séminaire, probablement celui de leur archidiocèse[61].

Le séminaire-collège diocésain a certainement joué un rôle de premier plan dans le développement institutionnel de la plupart des régions du Québec. Sa fonction première était naturellement le recrutement de vocations sacerdotales pour assurer l'autonomie et la reproduction du clergé diocésain affecté à des tâches pastorales ou à des tâches d'enseignement. L'ouverture de ces institutions aux professions libérales a aussi contribué à la formation des élites locales et régionales dans le « moule » clérical. De plus, il ne faut pas sous-estimer le fait que la localisation de ces collèges-séminaires dans ces villes épiscopales a aussi participé activement au développement du secteur des services. Dans le même ordre d'idées, les évêques s'emploieront à recruter des communautés religieuses masculines et féminines afin de fonder ou prendre en charge des hôpitaux, des écoles et des couvents. Ces communautés établiront leur maison provinciale (siège social) dans les villes épiscopales. De plus, toutes ces institutions religieuses d'enseignement, de santé et de services sociaux recevront des subventions du gouvernement provincial, lequel intervient peu directement dans ces domaines[62]. Parallèlement aux institutions religieuses, l'État provincial établit dans les villes épiscopales ses bureaux d'enregistrement, ses palais de justice, ses écoles techniques et divers services publics reliés notamment à la voirie, à l'agriculture et à la colonisation. L'histoire de ces institutions à caractère régional reste à faire, mais il est certain que certaines villes ont été avantagées dans ce processus, au détriment de d'autres qui accuseront un retard institutionnel évident à l'aube de la Révolution tranquille. Le choix d'une localité comme siège d'un évêché semble avoir joué, à cet égard, un rôle déterminant avant 1960.

Le diocèse et l'encadrement de la vie associative et institutionnelle

Le diocèse a longtemps servi de cadre territorial pour la structuration de différentes associations et organismes, tout comme des institutions d'éducation, de santé et de services sociaux. Les associations pieuses, les mouvements d'action catholique, les mouvements de jeunesse tel le scoutisme, les services de loisirs, sans oublier la pastorale paroissiale, s'inscrivaient tous dans un cadre diocésain[63].

61. *Le Canada ecclésiastique 1960*, Montréal, Beauchemin, 1960.
62. De 1898 à 1931, l'Église catholique a fondé 32 hôpitaux, 4 sanatoriums, 35 institutions d'assistance, soit 71 des 90 établissements mis sur pied dans les différentes régions du Québec durant cette période : JEAN HAMELIN ET NICOLE GAGNON, *op. cit.*, p. 254.
63. Sur la structure diocésaine des O.T.J. telle qu'elle existait à Québec et dans d'autres diocèses en 1942, voir : MICHEL BELLEFLEUR, *L'Église et le loisir au Québec avant la Révolution tranquille*, Sillery, PUQ, 1986, p. 182-183.

Une régionalisation de l'historiographie religieuse au Québec serait donc souhaitable pour nuancer les vues d'ensemble souvent trop générales. À cet égard, l'étude des mouvements d'action catholique serait particulièrement pertinente. On sait, par exemple, qu'il existait des tensions non négligeables entre certains évêques qui, tel Mgr Courchesne de Rimouski, souhaitaient conserver le contrôle de la JEC, la JOC et des autres mouvements spécialisés d'action catholique à l'intérieur de leur diocèse, plutôt que d'abandonner ce contrôle à une centrale nationale. Cette tension, qui existait également dans d'autres pays, posaient en même temps le problème des relations entre l'action catholique spécialisée et les œuvres traditionnelles, telles les Ligues du Sacré-Cœur. Ainsi, Mgr Georges Pelletier, évêque de Trois-Rivières, écrit à l'Action catholique canadienne, vers 1948, que « les Centrales nationales sont au service des diocèses, non les diocèses au service des centrales. Si le diocèse exige un autre programme, c'est son affaire[64] ».

De nouvelles recherches sur le point d'être publiées permettant sans doute d'approfondir les rapports entre les mouvements d'action catholique et les structures diocésaines[65].

Pour notre part, nous centrerons notre analyse sur le diocèse en tant que structure d'encadrement de la société civile dans le but d'ouvrir de nouvelles pistes pour l'histoire sociale des régions.

On peut considérer la période 1920-1960 comme étant *l'âge d'or* des diocèses en tant que structure d'encadrement de la société civile régionale au Québec. Il est certain que dans l'esprit des évêques et du clergé diocésain, la structuration par l'Église de l'action économique, sociale et culturelle, au-delà de la sphère religieuse à proprement parler, s'inscrivait dans la mission de christianisation de la vie civile et s'inspirait de la doctrine sociale de l'Église dont on trouve l'origine dans l'encyclique *Rerum Novarum* du pape Léon XIII. Publiée en 1891, cette encyclique repositionnait une Église jusque-là conservatrice et sur la défensive face à la modernité en jetant, à partir des débuts du XXe siècle, les bases d'un catholicisme social. Cette nouvelle stratégie s'élargit par la suite avec l'essor des mouvements d'action catholique diocésains au cours des années 1920-1930.

64. Cité dans : GABRIEL CLÉMENT, *Histoire de l'Action catholique au Canada français*, Montréal, Fides, 1972, p. 87.

65. LOUISE BIENVENUE, *Quand la jeunesse entre en scène : l'Action catholique avant la révolution tranquille*, Montréal, Boréal (à paraître en 2003) ; LUCIE PICHÉ, *La jeunesse ouvrière catholique féminine et la dynamique du changement social au Québec, 1931-1966*, thèse de doctorat (histoire), Université du Québec à Montréal, 1997, xi, 471 p. ; voir aussi : NOËL BÉLANGER, *Mgr Georges Courchesne (1880-1950)*, Rimouski, Archevêché de Rimouski, 2000, 228 p.

Agriculteurs, forestiers, pêcheurs, ouvriers, patrons, enseignants, commissaires d'école, animateurs de loisirs sont ainsi encadrés par l'Église régionale dans des cercles d'études, des coopératives, des syndicats et des associations professionnelles.

Parmi ces nombreuses structures d'encadrement diocésaines, nous retiendrons celles qui nous paraissent les plus significatives ; elles concernent la colonisation, l'agriculture, les caisses populaires, le syndicalisme ouvrier et les commissions scolaires. Une liste exhaustive d'organismes et d'associations ayant utilisé le cadre diocésain avant la Révolution tranquille serait cependant beaucoup plus longue et inclurait notamment les services de loisirs, les services sociaux, les hôpitaux, le syndicalisme enseignant, etc.

Les diocèses et les sociétés de colonisation

Le peuplement et l'ouverture de nouvelles paroisses ont été des préoccupations constantes d'un clergé soucieux de maintenir dans le milieu rural une population canadienne-française attirée par l'immigration dans les villes de la Nouvelle-Angleterre entre 1850 et 1930. La plupart des évêques, inspirés par le slogan nationaliste « Emparons-nous du sol », appuient le mouvement de colonisation dans leur diocèse et dans les régions pionnières du Québec. Au fil des ans, plusieurs sociétés locales ou diocésaines de colonisation sont mises sur pied dans le but d'encadrer cette migration vers des terres neuves. Bien qu'il n'existe pas d'études d'ensemble sur ces sociétés de colonisation, il ne semble pas que leur action ait été d'une grande efficacité, même si elles ont joué un rôle de mobilisation non négligeable.

La région des Cantons de l'Est a été l'une des premières à bénéficier de l'intervention de telles sociétés de colonisation avec celle du Saguenay. On se rappellera que l'ouverture des Cantons de l'Est au peuplement canadien-français a été soutenue par M^gr^ Ignace Bourget, évêque de Montréal, qui dès 1848 met sur pied une association montréalaise dans le but de coloniser le canton de Roxton, au nord de Granby. La même année, une association formée de sympathisants recrutés dans les paroisses du diocèse de Québec patronne, de son côté, l'établissement de familles en détresse de la ville de Québec dans le canton de Garthby, bien que l'entreprise frise le désastre faute de moyens[66]. Au Saguenay-Lac-Saint-Jean, la Société de colonisation des comtés de L'Islet et de Kamouraska, animée par l'abbé François Pilote, du Collège agricole de Sainte-Anne-de-la-Pocatière et

66. JEAN-PIERRE KESTEMAN *ET AL.*, *Histoire des Cantons de l'Est*, *op. cit.*, p. 239-240.

par le curé de Saint-Pascal, l'abbé Nicolas-Tolentin Hébert, est à l'origine de la fondation d'Hébertville en 1849[67].

Même si ces premières associations de colonisation ne sont pas des structures diocésaines à proprement parler, bon nombre d'évêques les encouragent. Mgr Antoine Racine, premier évêque du diocèse de Sherbrooke (1874-1893), fait de la colonisation une des priorités de son ministère et devient l'inspirateur de la Société de colonisation de Sherbrooke, fondée en 1880[68]. Dans le Bas-Saint-Laurent, Mgr Jean Langevin, premier évêque de Rimouski (1867-1891), considère la colonisation comme l'œuvre « patriotique et religieuse » par excellence. En 1882, il met sur pied une Société diocésaine de colonisation, même s'il finit par admettre que cette initiative se perd au milieu « des tiraillements et des hésitations de divers côtés[69] ». L'implication des évêques de Rimouski dans le mouvement de colonisation de l'arrière-pays du Bas-Saint-Laurent demeurera une constante jusqu'à la fin des années 1950. La grande crise économique des années 1930 est l'occasion pour Mgr Georges Courchesne, alors évêque du diocèse, de s'impliquer fortement dans le mouvement de colonisation et de participer à deux congrès sur la question qui se tiennent à Rimouski en juin 1929 et en août 1933[70]. À la même époque, l'Abitibi et le Témiscamingue font également l'objet d'interventions de la part de sociétés de colonisation dans le cadre des plans Gordon et Vautrin. La Société de colonisation de Québec s'occupe de colons installés à Rollet et à Monbeillard au Témiscamingue, alors que la Société de Sainte-Anne-de-la-Pocatière est responsable des colons qui fondent Sainte-Anne-de-Roquemaure[71].

Lors du congrès des Semaines sociales tenu à Rimouski en 1933, l'économiste Esdras Minville y va d'un vibrant plaidoyer en faveur de la colonisation. Réclamant le soutien logistique de l'État dans ce mouvement de restauration nationale, il se méfie cependant du culte de l'État-Providence ; il préconise plutôt une vaste action concertée en s'appuyant sur les sociétés paroissiales de colonisation qui seraient chapeautées par « une société diocésaine de colonisation sous le patronage de l'évêque ». Cette société diocésaine travaillerait en collabora-

67. Camil Girard et Normand Perron, *Histoire du Saguenay-Lac-Saint-Jean*, Québec, IQRC, 1989, p. 128. Normand Séguin a étudié l'action de cette société impliquant une alliance entre le clergé et la petite bourgeoisie rurale : Normand Séguin, *La conquête du sol au 19e siècle*, Montréal, Boréal, 1977, p. 97ss.

68. Jean-Guy Lavallée, « Monseigneur Antoine Racine, premier évêque de Sherbrooke (1874-1893) », *SCHÉC, Sessions d'étude*, 33 (1966) : 38.

69. Noël Bélanger et Nive Voisine, dir., *Le diocèse de Rimouski (1867-1992)*, Rimouski, l'Évêché de Rimouski, 1994, p. 75-76.

70. *Ibid.*, p. 117-119.

71. Odette Vincent, dir., *Histoire de l'Abitibi-Témiscamingue*, *op. cit.*, p. 241.

tion avec une commission gouvernementale et le ministère de la Colonisation pour l'établissement des jeunes ruraux[72]. Le plan proposé par Minville semble avoir trouvé un écho favorable auprès du clergé puisque le cardinal Villeneuve crée lui-même une société diocésaine de colonisation à Québec dès mars 1934. Le modèle fait tache d'huile. D'autres sociétés diocésaines de colonisation sont mises sur pied par les évêques en s'inspirant de celle de Québec[73]. Sous la pression du clergé, de la presse et de l'opinion publique le gouvernement Taschereau, jusque-là plutôt tiède à l'égard de la colonisation, décide de passer à l'action et lance le plan Vautrin pour aider financièrement les futurs colons dans un contexte de crise économique[74].

Carte de membre de la Société de colonisation du diocèse de Québec
Archives de l'Archevêché de Québec

En 1940, selon *Le Canada ecclésiastique*, des sociétés diocésaines de colonisation continuaient d'exister dans les diocèses de Sherbrooke, de Rimouski, de Gaspé, de Chicoutimi et de Mont-Laurier. Il y est aussi fait mention de missionnaires-colonisateurs rattachés aux diocèses de Joliette et de Montréal. L'impact réel de ces sociétés diocésaines de colonisation sur le milieu régional reste à étudier. Ces sociétés connaissent un dernier sursaut après la seconde guerre mondiale comme en témoigne l'expérience de Guyenne en Abitibi, puis elles déclinent rapidement au début des années 1950[75].

72. Esdras Minville, « L'œuvre de la colonisation », dans Semaines Sociales du Canada, XII[e] session, Rimouski, 1933, *Le problème de la terre*, Montréal, École sociale populaire, 1933, p. 233.
73. Jean Hulliger, *L'enseignement social des évêques canadiens de 1891 à 1950*, Montréal, [s.n.], 1958, p. 83.
74. Antonin Dupont, *Les relations entre l'Église et l'État sous Louis-Alexandre Taschereau 1920-1936*, Montréal, Guérin, 1973, p. 298-299.
75. Robert Laplante, *L'expérience de Guyenne, colonisation et coopération en Abitibi*, Guyenne, Corporation de développement, 1995, 554 p.

Les structures diocésaines de l'Union catholique des cultivateurs (UCC)

La naissance d'une association professionnelle d'agriculteurs québécois d'obédience catholique est le fruit d'une gestation d'un mouvement qui s'étend de 1920 à 1924, année de fondation de l'Union catholique des cultivateurs (UCC). Cette histoire a été reconstituée par Jean-Pierre Kesteman qui rappelle les luttes politiques entre les Fermiers-Unis fondés à Hull en 1920 dans la foulée du mouvement des Fermiers-Unis de l'Ontario et de l'Ouest canadien, et le parti de Louis-Alexandre Taschereau au pouvoir à Québec à la même époque. Parallèlement, un autre mouvement, l'Union des cultivateurs de la province de Québec, avait été fondé en 1919 avec l'appui du clergé, mais n'arrivait pas à se développer, au point de n'avoir plus qu'une existence formelle quatre ans plus tard. Visiblement, le mouvement agraire québécois se cherchait, divisé qu'il était entre partisans d'une action politique radicale contre le gouvernement Taschereau et partisans d'une action professionnelle de type syndical. Sans compter l'interférence de Joseph-Édouard Caron, ministre de l'Agriculture de Taschereau, qui avait réussi à noyauter à des fins partisanes les coopératives agricoles naissantes. C'est alors que Noé Ponton, directeur du *Bulletin des agriculteurs*, lance l'idée d'un grand congrès dans le but de rassembler les forces du milieu agricole. Coincé entre le militantisme politique de l'aile radicale des Fermiers-Unis et la puissante machine politique libérale du gouvernement Taschereau, Ponton finit par se laisser convaincre par Firmin Létourneau et quelques autres de s'allier au clergé afin de prôner la formation d'une association de type professionnel. La stratégie réussit mais comporte un coût à payer : l'UCC naissante devra se déclarer confessionnelle, écartant de ce fait les agriculteurs anglo-protestants. Ponton lui-même suscite la méfiance, tant au sein du clergé que chez les libéraux. Il n'aura alors d'autre choix que de s'écarter de la direction du mouvement au profit du cultivateur Laurent Barré[76].

De 1924 à 1929, l'UCC n'a pas encore d'existence légale et connaît des années difficiles. Le recrutement se fait lentement, quoique le clergé diocésain participe activement au développement des cercles locaux. Dans le diocèse de Rimouski, par exemple, Mgr Georges Courchesne, qui considère l'UCC comme un prolongement des mouvements d'action catholique, y nomme un aumônier diocésain en août 1938, l'abbé Alphonse Verreau[77]. En 1926, les évêques dési-

76. Jean-Pierre Kesteman, *Histoire du syndicalisme agricole au Québec. UCC-UPA 1924-1984*, Montréal, Boréal, 1984, p. 40-53.

77. Noël Bélanger et Nive Voisine, *op. cit.*, p. 126.

gnent un aumônier général pour l'ensemble du Québec. La structure du mouvement se compose alors de cercles locaux et d'un bureau central. Bien qu'il n'existe pas encore de structure formelle à l'échelle régionale, le Bureau central compte 14 directeurs issus des différents diocèses du Québec, incluant la section québécoise des diocèses ontariens d'Ottawa et de Haileybury.

Le 8 mai 1928, une lettre collective des évêques du Québec approuve les objectifs de l'UCC tout en demandant la présence d'aumôniers au sein des cercles. L'année suivante, l'UCC amende sa constitution et se dote d'une personnalité civile. La nouvelle structure prévoit la création d'unions diocésaines et la tenue de congrès régionaux. Le jésuite Léon Lebel devient alors le premier aumônier à plein temps de l'UCC de 1929 à 1934. Au cours de son mandat, il s'emploie à susciter la création d'unions diocésaines et à mettre sur pied des équipes d'étude sur les problèmes ruraux[78]. Au fur et à mesure que se constituent les unions diocésaines, entre 1930 et 1938, des aumôniers sont nommés par les évêques pour encadrer l'action, conformément à la doctrine sociale de l'Église. Le choix du diocèse comme palier intermédiaire s'explique non seulement par l'implication du clergé dans le développement du mouvement, mais aussi par l'absence de régions administratives à cette époque[79].

L'importance de la présence de l'UCC varie passablement selon les diocèses, comme en fait foi le Tableau 1 qui rend compte de la répartition des effectifs en 1930. Bien implanté dans les diocèses du centre et de l'est de la province de même qu'en Abitibi et au Témiscamingue, l'UCC pénètre plus difficilement dans les Cantons de l'Est, en Outaouais et dans la grande région de Montréal, à l'exception du diocèse de Saint-Hyacinthe. La faiblesse de l'UCC dans l'ouest de la province s'explique sans doute par la présence d'agriculteurs anglophones dans ces régions et par l'existence d'une agriculture plus spécialisée qui nécessitait une structure associative mieux adaptée aux besoins de ces agriculteurs.

78. Firmin Létourneau, *L'U.C.C.*, Oka, Chez l'auteur, 1949, p. 212.

79. Les premières divisions administratives de l'État québécois apparaissent en 1929 et concernent uniquement le secteur agricole ; elles sont dues à l'initiative du ministre Perron (*La Terre de chez nous*, 31 juillet 1929).

TABLEAU 1

Répartition du membership de l'UCC par diocèse en 1930*

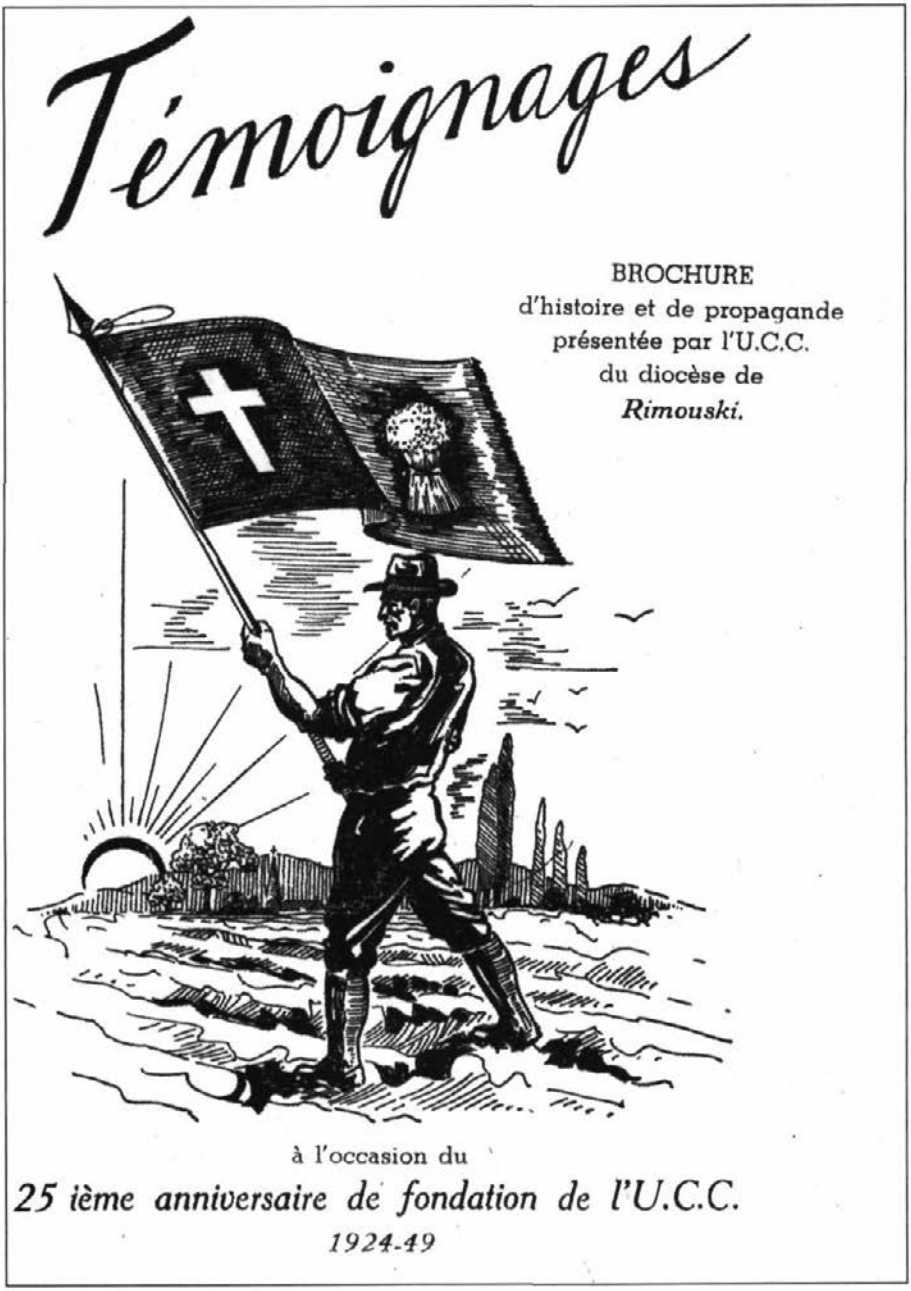
Diocèse	Nombre de membres	Pourcentage
Forte importance		
1- Nicolet	2 379	14,6
2- Québec (rive nord et rive sud)	2 156	13,3
3- Saint-Hyacinthe	2 007	12,3
4- Chicoutimi	1 987	12,2
Importance moyenne		
5- Trois-Rivières	1 600	9,8
6- Abitibi-Témiscamingue*	1 396	8,5
7- Rimouski	1 326	8,1
8- Sherbrooke	1 186	7,4
Faible importance		
9- Montréal	894	5,5
10- Valleyfield	739	4,5
11- Joliette	521	3,2
12- Ottawa (Outaouais)	83	0,5
13- Mont-Laurier	58	0,1
14- Gaspé	18	
Total	**16 350**	**100,0**

Source : *La Terre de chez nous*, 12 novembre 1930 ; cité dans JEAN-PIERRE KESTEMAN, *op. cit.*, p. 67.

* À noter que les régions de l'Abitibi et du Témiscamingue ont été regroupées ici, mais ne forment pas des diocèses autonomes.

Au cours des années 1930 et 1940, le cadre diocésain accentue son importance au sein de l'UCC. À partir de 1932, les congrès généraux ne se composent plus que de délégués des unions diocésaines. Au cours de ces deux décennies, on tient régulièrement des congrès régionaux dans la plupart des diocèses, en plus des congrès généraux annuels. Ainsi 18 congrès régionaux sont organisés pour la seule année 1940. En 1937, les évêques publient de leur côté une lettre pastorale sur le problème rural, en plus d'encourager la formation d'équipes d'études au sein des cercles locaux de l'UCC, à lui seul, le diocèse de Rimouski en organise une centaine en 1939[80].

80. FIRMIN LÉTOURNEAU, *op. cit.*, p. 123-164.



Brochure de propagande de l'UCC du diocèse de Rimouski, 1949.
Bibliothèque de l'Université Laval.

Le congrès de 1945 invoque la loi des syndicats professionnels pour incorporer toutes les structures de l'Union. Les cercles locaux se transforment progressivement en syndicats et les unions diocésaines en fédérations diocésaines. En août 1947, l'UCC se constitue en confédération et regroupe alors 536 syndicats et 200 cercles au niveau local, 19 fédérations diocésaines pour un total de 38 575 membres[81].

Ces fédérations s'avéreront un chaînon régional essentiel pour faire le lien entre les syndicats locaux et le Conseil général. Mais la modification de la carte des diocèses au fil des années amène des ajustements parallèles des frontières de certaines fédérations. En outre, des spécificités sous-régionales commandent par la suite la création de deux fédérations, ou plus, au sein d'un même diocèse.

TABLEAU 2

Les fédérations diocésaines de l'UCC en 1952

Ouest du Québec	Abitibi (1930), Témiscamingue (1930), Valleyfield (1931), Joliette (1931), Saint-Hyacinthe (1931), Montréal-Nord (1933), Saint-Jean (1934), Ottawa (section Outaouais) (1937), Mont-Laurier (1938)
Centre du Québec	Trois-Rivières (1930), Nicolet (1930), Sherbrooke (1932)
Est du Québec	Chicoutimi (1940) [né de la fusion de Chicoutimi-nord (1930) et Chicoutimi-sud (1930)], Québec-nord (1931), Québec-sud (1931), Québec-ouest (1940), Québec-est (1932), Sainte-Anne-de-la-Pocatière (1952), Rimouski-est (1940), Rimouski-ouest (1940), Gaspé (1952)

Source : JEAN-PIERRE KESTEMAN, *op. cit.*, p. 107-108. Les années entre parenthèses indiquent la date de fondation de chaque fédération.

Le diocèse comme cadre territorial de l'UCC et comme lieu d'expression de la doctrine sociale de l'Église perd de son importance à partir des années 1950. Si les fédérations régionales demeurent un rouage essentiel au sein de l'UCC, elles sont progressivement complétées à partir de 1952 par des fédérations spécialisées qui regroupent des producteurs d'un même secteur agricole. Au fil des ans, certaines fédérations diocésaines se fusionnent pour plus d'efficacité. En 1968, le nombre de ces fédérations est ramené de 21 à 16. Quant au rôle du

81. UCC, *Rapport annuel*, 1948.

clergé au sein de l'UCC, il diminue progressivement en importance. Les aumôniers qui avaient joué un rôle de premier plan au cours des années 1930 perdent de leur influence par la suite au profit de laïcs chrétiens — les Gérard Filion, Albert Rioux et Thuribe Belzile — eux-mêmes inspirés de la doctrine sociale de l'Église. À la fin des années 1960, le processus de déconfessionnalisation s'amorce. Après la CTCC qui devient la Confédération des syndicats nationaux (CSN) en 1960, l'UCC change son nom pour devenir l'Union des producteurs agricoles (UPA) en 1972[82].

Le cadre diocésain des Caisses populaires Desjardins

Encore davantage que dans le cas de l'Union catholique des cultivateurs, la naissance et le développement du mouvement des Caisses populaires Desjardins au cours de la première moitié du XX[e] siècle est intimement liée à l'action du clergé diocésain dans les différentes régions du Québec.

Le rôle pionnier d'Alphonse Desjardins dans la fondation de la première caisse populaire à Lévis en 1900 est bien connu. Toutefois, le rayonnement de son œuvre n'aurait probablement pas été le même sans le soutien actif du clergé paroissial et diocésain au cours des premières décennies d'existence de son mouvement. De 1900 à 1920, l'implantation de caisses populaires à l'échelle paroissiale se fait avec l'appui des évêques qui considèrent ces coopératives d'épargne comme un excellent instrument de relèvement économique et moral susceptible de favoriser les progrès de l'agriculture et de la colonisation, de contrer l'exode rural et l'immigration aux États-Unis en plus de lutter contre la pauvreté au sein de la classe ouvrière. Cette stratégie du clergé s'inscrit également dans le cadre de l'Action sociale catholique inspirée de *Rerum Novarum*. Le diocèse de Québec joue un rôle d'initiateur pour lancer le mouvement d'Action sociale catholique qui se développe entre 1900 et 1914. Ainsi, M[gr] Bégin, archevêque de Québec, met sur pied sa propre structure diocésaine d'Action sociale catholique en 1907 et en confie la direction à son évêque auxiliaire, M[gr] Paul-Eugène Roy. Regroupant des œuvres de propagande, le journal *L'Action catholique*, des cercles d'études et de conférences, le mouvement ne tarde pas à établir un lien entre la tempérance et l'épargne[83]. De tous les évêques du Québec, M[gr] Bégin s'affiche comme le plus ardent partisan de l'implantation de caisses populaires. Il signe la

82. JEAN-PIERRE KESTEMAN, *op. cit.*, p. 191-192 ; 256.

83. JEAN HAMELIN ET NICOLE GAGNON, *Histoire du catholicisme québécois, Le XX[e] siècle*, tome I *1898-1940*, Montréal, Fides, 1989, p. 193-197 ; M. AMADEUS WELTON, *Un orateur apôtre : M[gr] Paul-Eugène Roy, archevêque de Québec (1859-1926)*, Québec, Éditions de l'Action catholique, 1941, 394 p. ; DOMINIQUE MARQUIS, *La presse catholique au Québec, 1910-1940*, thèse de doctorat (histoire), Université du Québec à Montréal, 1999.

préface du *Catéchisme des Caisses populaires*, de l'abbé Philibert Grondin ; ce livre servira d'outil de propagande pour l'ouverture de nouvelles caisses à travers le Québec[84]. L'archevêque de Québec va même jusqu'à intervenir auprès du pape Pie X afin que ses prêtres puissent conserver, au moins pour un certain temps, le droit de fonder et d'administrer des caisses populaires[85].

À Montréal, Mgr Paul Bruchési n'est pas d'accord avec le modèle d'Action sociale catholique tel que développé à Québec, et plus particulièrement avec l'idée de fonder un journal tel que l'*Action catholique*. Il était également réticent à appuyer le mouvement des caisses de Desjardins à ses débuts. Ce sont les jésuites qui prendront l'initiative de fonder des caisses par le biais de l'Association catholique de la Jeunesse canadienne-française (ACJC), fondée en 1903, de l'École sociale populaire, fondée en 1911, et des Ligues du Sacré-Cœur. Mgr Bruchési, de même que son évêque auxiliaire, Mgr Georges Gauthier, appuieront par la suite le mouvement et deviendront présidents honoraires de quelques caisses[86].

Après avoir pris naissance à Québec, le mouvement s'étend à d'autres diocèses. À Trois-Rivières, Mgr François-Xavier Cloutier est aussi un défenseur des caisses populaires, lors du congrès de l'Action sociale catholique qui se tient dans cette ville en 1912. Même accueil engageant du côté des diocèses de Saint-Hyacinthe, Rimouski, Sherbrooke, Nicolet et Chicoutimi. Dans chaque diocèse que visite Alphonse Desjardins, la participation des curés à la fondation et à l'administration de caisses populaires répond à des consignes explicites formulées par l'évêque du lieu. Le soutien logistique est par ailleurs assuré par les comités diocésains des œuvres sociales qui assurent ainsi une certaine forme de continuité à un mouvement dont les ressources humaines et financières demeureront cependant fragiles jusqu'au milieu des années 1930[87]. De 1900 à 1920, 191 caisses populaires paroissiales ont de la sorte été fondées dans différents diocèses. À la mort de Desjardins, en 1920, les diocèses qui comptaient alors le plus grand nombre de caisses étaient ceux de Québec (60), Montréal (26), Trois-Rivières (26), Rimouski (14), Nicolet (14), Saint-Hyacinthe (11) et Gaspé (10)[88]. Bien que le fondateur du mouvement aurait, semble-t-il, souhaité la création d'une instance centrale pour chapeauter les caisses locales, une telle structure ne verra pas le jour avant 1932.

---

84. Paul Morency, *Alphonse Desjardins et le Catéchisme des caisses populaires*, Sillery, Septentrion, 2000, 262 p.
85. Pierre Poulin, *Histoire du Mouvement Desjardins*, tome I *1900-1920*, Montréal, Éditions Québec-Amérique, 1990, p. 195-197.
86. *Ibid.*, p. 213-216.
87. Pierre Poulin, *op. cit.*, p. 217-228.
88. Pierre Poulin, *Histoire du Mouvement Desjardins*, tome II *1920-1924*, Montréal, Éditions Québec-Amérique, 1994, p. 79.

Réunion annuelle des dirigeants de l'Union diocésaine de Québec des Caisses Desjardins à l'Hôtel Larochelle, Lévis, 1927.
Archives de la Fédération des Caisses Desjardins du Québec, Lévis.

Entre-temps, les structures religieuses diocésaines exerceront une influence certaine sur le mouvement en donnant naissance à des unions régionales. La première de ces unions, l'Union régionale des Caisses populaires des Trois-Rivières est fondée le 15 décembre 1920 à l'instigation de l'abbé J.-Edmond Poisson, gérant de la caisse populaire de Pointe-du-Lac. L'adhésion des caisses locales à cette nouvelle structure demeure cependant volontaire et l'Union régionale des Trois-Rivières ne regroupe au départ que 12 des 18 caisses en activité dans le diocèse. Pourtant, la stratégie régionaliste des Trifluviens est claire dès le départ : il vaut mieux contrôler le mouvement, notamment le processus d'inspection des caisses à l'intérieur de la région, plutôt que d'encourager la stratégie de centralisation autour de la Caisse populaire de Lévis, laquelle rêve de créer et d'animer une structure centrale pour l'ensemble du mouvement. À Trois-Rivières, c'est l'abbé Poisson qui occupe le rôle d'inspecteur des caisses populaires du diocèse, de 1920 à 1932. Cette fonction stratégique illustre bien le fait que l'implication de certains membres du clergé dans le mouvement ne se limitait pas au seul contrôle moral, ni à la diffusion d'un discours en faveur de la coopération. Comme le souligne à juste titre l'historien Pierre Poulin, l'initiative des Trifluviens ne portait pas seulement la marque d'un sentiment régionaliste et anti-centralisateur

elle constituait un « prolongement normal d'une structure d'encadrement diocésaine qui était déjà active depuis plusieurs années[89] ».

Le modèle des Unions régionales né à Trois-Rivières allait se répandre dans d'autres diocèses au cours des années 1920. Dans le diocèse de Montréal, l'abbé Edmour Hébert directeur diocésain des œuvres sociales et principal organisateur des caisses populaires dans la région métropolitaine, se fait l'instigateur d'un Bureau régional d'inspection et de surveillance créé en janvier 1921. Le Bureau sera dissout en juin 1924 alors qu'est fondée l'Union régionale de Montréal. Du côté de Québec, un projet d'union régionale piloté pour l'abbé Philibert Grondin et Raoul Desjardins, le fils du fondateur, finit par voir le jour en décembre 1921 sans susciter pour autant un grand enthousiasme, puisque seulement 22 des quelque 50 caisses paroissiales du diocèse acceptent de se joindre à cette union[90]. Dans le diocèse de Gaspé, l'idée d'une union régionale inspirée par le régionalisme mauricien fait aussi son chemin ; lorsqu'elle est fondée en septembre 1925, l'Union régionale de Gaspé regroupe 15 caisses populaires.

Ainsi l'existence des Unions régionales de Trois-Rivières, Québec, Montréal et Gaspé traduit une volonté de régionaliser le mouvement des caisses au cours des années 1920. Néanmoins, cette structure qui ne dispose pas de ressources financières importantes ni d'un pouvoir de coercition demeure fragile face au désir d'autonomie et à l'esprit de clocher des caisses populaires paroissiales. Elle réussit malgré tout à contrer la stratégie de la Caisse populaire de Lévis qui cherchait à jouer le rôle d'une caisse centrale pour contrôler l'ensemble du mouvement. Des alliances se tissent entre certaines régions afin de bloquer les velléités de centralisation. En février 1925, l'abbé J.-A. Saint-Laurent, administrateur de l'Union régionale de Gaspé, écrit à son homologue du diocèse de Trois-Rivières, l'abbé J.-R.-I. Trudel, pour approuver sa stratégie en faveur de l'autonomie des unions régionales, compte tenu des différences économiques et sociales qu'il avait observées entre les régions[91].

Entre 1921 et 1932, les caisses populaires traversent une période difficile provoquée par la crise agricole de 1921 et accentuée par la grande crise de 1929 : des caisses cessent leurs opérations alors que le nombre de nouvelles implantations connaît un net ralentissement. En 1932, la Caisse centrale Desjardins de Lévis n'est plus en mesure d'honorer les chèques des caisses locales, ni d'accepter

89. *Ibid.*, p. 52. Voir aussi : YVAN ROUSSEAU ET ROGER LEVASSEUR, *Du comptoir au réseau financier : l'expérience historique du mouvement Desjardins dans la région du centre du Québec, 1909-1970*, Montréal, Boréal, 1995, 388 p.

90. PIERRE POULIN, *op. cit.*, p. 57.

91. *Ibid.*, p. 73-74.

les retraits d'argent. Pour sauver l'institution de la faillite, on fait appel à l'archevêque de Québec, Mgr Rodrigue Villeneuve, qui accepte de garantir un emprunt de 40 000 $ à même les ressources de son diocèse[92].

Malgré ces difficultés et une baisse d'enthousiasme du clergé envers le mouvement coopératif au cours de ces années difficiles, l'implantation de nouvelles caisses se poursuit. On a pu observer qu'en 1932 le taux de pénétration le plus élevé par rapport au nombre de paroisses se situe dans l'est de la province, soit les diocèses de Trois-Rivières (56,7 %), Gaspé (50,0 %), Québec (32,4 %), Rimouski (29,5 %) et Nicolet (28,6 %). Plus à l'ouest, seul le diocèse de Saint-Hyacinthe se détache avec un taux de pénétration de 24,7 %. En comparaison, le diocèse de Montréal atteint à peine 12,1 % de son potentiel d'implantation. La concurrence des banques déjà implantées dans les régions plus urbanisées et la présence d'importantes minorités anglophones dans l'ouest de la province ne sont sans doute pas étrangères à ce plus faible degré de performance, comme on avait pu l'observer dans le cas de l'implantation de l'Union catholique des cultivateurs[93].

Quant aux unions régionales calquées sur les limites des diocèses, elles arrivent progressivement à mieux définir leur rôle au sein du mouvement : défendre les intérêts des caisses, assurer une inspection régulière des caisses situées sur leur territoire, fonder de nouvelles caisses et diffuser les idées coopératives. Au sein de ces unions régionales, certains prêtres diocésains, comme l'abbé Joseph-Roger-Irénée Trudel de Trois-Rivières, assureront un véritable leadership idéologique et organisationnel allant bien au-delà du rôle d'aumônier, tel qu'on a pu le définir dans le cas de l'UCC et la CTCC[94]. Un autre de ces prêtres-entrepreneurs, le chanoine Armand Malouin se fait l'instigateur de la fondation de l'Union régionale des caisses populaires de Sherbrooke en 1934. On lui attribue la fondation de 78 caisses dans le diocèse de Sherbrooke[95].

En 1932, la position autonomiste des unions régionales de Trois-Rivières et de Gaspé est renversée en faveur de la création d'une fédération provinciale, grâce à l'action concertée des Unions de Québec et de Montréal. Il faut dire que l'émergence de cette structure centrale répondait à une exigence gouvernementale, puisque le gouvernement libéral de Louis-Alexandre Taschereau avait décidé de s'appuyer sur les caisses populaires pour développer le crédit agricole ; cela à la condition que la nouvelle Fédération provinciale s'engage à nommer et

92. *Ibid.*, p. 132-133.
93. *Ibid.*, p. 81.
94. *Ibid.*, p. 103.
95. PIERRE POULIN, « Qui a peur d'Armand Malouin ? », *La Revue Desjardins*, 67, 2 (avril-mai 2001) : 24-25.

diriger une équipe d'inspecteurs chargés de vérifier annuellement les états financiers de toutes les caisses[96].

La création de la Fédération provinciale des caisses populaires constitue une étape importante dans l'évolution du mouvement. Dès 1933, les caisses connaissent un nouvel essor qui sera couronné en 1939 par la création d'un Conseil supérieur de la coopération. On a même qualifié la période 1937-1945 « d'âge d'or » de la coopération[97]. Au cours de cette période de développement intensif, le clergé diocésain continue d'œuvrer activement dans le mouvement, mais il n'est plus seul ; des élites laïques inspirées par la doctrine sociale de l'Église s'impliquent à leur tour, comme on a pu l'observer pour le syndicalisme agricole et ouvrier. Bon nombre de ces nouvelles élites se retrouvent au sein de l'École des sciences sociales de l'Université Laval et à l'École des Hautes études commerciales, à Montréal.

Les effets de ce regain de la coopération sont particulièrement manifestes dans le cas du Mouvement Desjardins. Alors qu'on ne comptait que 189 caisses populaires au Québec en 1932, ce nombre est porté à 877 en 1944. De plus, six nouvelles unions régionales sont mises sur pied dans autant de diocèses. Libérées du fardeau de l'inspection des caisses au profit de la Fédération, elles consacreront toutes leurs énergies à la création de nouvelles caisses. Des diocèses, jusque-là peu actifs dans le mouvement tels Amos, Joliette, Chicoutimi et Sherbrooke, y entrent en force, tandis que les diocèses pionniers renforcent leurs assises. En 1944, les unions régionales sont au nombre de 10 ; elles épousent les frontières diocésaines, ou regroupent deux ou plusieurs diocèses (Tableau 3). Cette même année le Québec compte 877 caisses, pour un total de 1 371 paroisses, soit un taux provincial de pénétration de 64 %. Mais ce taux varie sensiblement selon les diocèses. Très élevé, soit plus de 75 % dans la plupart des diocèses, ce taux tombe cependant au tiers des paroisses dans la grande région de Montréal et dans l'Outaouais. Outre la présence d'agriculteurs anglophones et de nombreuses succursales bancaires dans ces régions, ce faible taux pourrait aussi s'expliquer par la relative aisance des agriculteurs francophones de la Montérégie qui avait moins besoin de crédit bancaire que ceux de d'autres régions[98].

96. Pierre Poulin, *Histoire...*, tome II, *op. cit.*, p. 169-170.
97. *Ibid.*, p. 183.
98. *Ibid.*, p. 213.

TABLEAU 3

Les Unions régionales et le taux de pénétration des caisses populaires, 1944

Diocèse (ou regroupement de diocèses)	Date de fondation	Nombre de caisses populaires existantes	Nombre de paroisses catholiques	Taux de pénétration/ nombre de paroisses (%)
Rimouski	1937	92	101	91,1
Joliette	1944	38	44	86,4
Trois-Rivières (incluant Nicolet)	1920	121	143	84,6
Chicoutimi	1943	74	93	79,6
Sherbrooke	1934	81	102	79,4
Québec (incluant aussi le vicariat du Golfe et les Îles-de-la-Madeleine)	1921	217	279	77,7
Gaspé	1925	43	57	75,4
Ouest québécois (Amos)	1944	39	59	66,1
Montréal (incluant aussi Valleyfield, Saint-Jean, Mont-Laurier et partie québécoise d'Ottawa, Pembroke et Timmins)	1924	144	409	35,2
Saint-Hyacinthe	1944	28	84	33,3
Total		**877**	**1 371**	**64,0**

Sources : PIERRE POULIN, tome II, *op. cit.*, p. 211, tome III, *op. cit.*, p. 372, notes 80 et 81 ; ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE DE QUÉBEC, Bill 8, « Loi des caisses d'épargne et de crédit », Québec, 1963, Annexe II, p. 36. À noter que 1 032 caisses ont été fondées entre 1900 et 1944, mais que 155 d'entre elles sont disparues dans la tourmente des années 1930.

Après 1945, le mouvement Desjardins s'engage dans une phase de consolidation et réoriente progressivement ses politiques de crédit pour s'adapter à la nouvelle société de consommation et à une clientèle de plus en plus urbanisée, par rapport à sa clientèle rurale traditionnelle. Le clergé cède la place aux cadres laïcs du mouvement, mais les unions régionales calquées sur les structures diocésaines vont persister jusqu'à la grande réforme du 1er juillet 2001 qui abolit les onze fédérations régionales (incluant la Fédération des caisses d'économie du

Québec) pour former la Fédération des caisses Desjardins du Québec, une structure centralisée qui inclut 18 bureaux régionaux au niveau opérationnel[99].

Les Conseils centraux de la Confédération des travailleurs catholiques du Canada (CTCC)

Comme dans le cas du mouvement des caisses populaires, l'origine des syndicats catholiques est intimement associée au clergé diocésain. Les premiers syndicats catholiques sont nés dans le giron de l'Église au début du XX[e] siècle pour contrer la montée du syndicalisme international en s'inspirant, là comme ailleurs, de la doctrine sociale de l'Église. En 1900, M[gr] Bégin intervient à titre d'arbitre dans le but de mettre fin à un lock-out de l'Association des manufacturiers de la chaussure en conflit avec trois syndicats de ce métier. De son côté, M[gr] Bruchési rend publique une lettre pastorale, le 15 août 1904, dans laquelle il met en garde les ouvriers catholiques qui seraient tentés d'appartenir à des syndicats internationaux[100]. Toutefois, la menace ne venait pas que des syndicats neutres d'origine américaine; elle provenait également des idées socialistes qui commençaient à se répandre à Montréal en raison de la présence active du Parti socialiste au cours des années 1900: on craignait alors qu'il attise la lutte des classes.

Les premières tentatives de créer des syndicats catholiques sont directement liées au cadre diocésain, même si ces expériences se sont avérées éphémères. À Chicoutimi, M[gr] Eugène Lapointe, déjà engagé dans diverses œuvres socioéconomiques depuis 1903, devient le principal animateur de la Fédération ouvrière mutuelle du Nord en 1912[101]. À Trois-Rivières, la formation de la Corporation ouvrière catholique, en 1913, s'appuie également sur le clergé diocésain, tandis qu'à Montréal la Fédération ouvrière catholique de Montréal, fondée en 1914 par Arthur Saint-Pierre, n'arrive pas à prendre son envol, compte tenu du fait que le congrès interdiocésain de 1911 avait accordé un appui prioritaire à

99. Note de Pierre Poulin à Fernand Harvey, 30 août 2002. Selon Poulin, « En se moulant dans les territoires des diocèses de l'Église catholique, les fédérations régionales étaient destinées, dès le départ, à connaître d'importantes disparités puisque la carte des diocèses en était elle-même porteuse, ce qui jouait à l'avantage des grands centres urbains comme Montréal et Québec », Pierre Poulin, « La restructuration du Mouvement Desjardins. Un nouveau rapport à l'espace québécois », Communication présentée au Colloque d'histoire des affaires au Canada, Trois-Rivières, UQTR, 10 octobre 2002, p. 7.

100. M[gr] Paul Bruchési, *Mandements, lettres pastorales, circulaires et autres documents*, vol. XIII, Montréal, p. 329.

101. Michel Tétu, *Les premiers syndicats catholiques canadiens, 1900-1921*, thèse de doctorat, Université Laval, 1961, 562 p.

la stratégie d'éducation populaire de l'École sociale populaire plutôt qu'au syndicalisme catholique[102]. Du côté de Québec, c'est à Thetford Mines que naît en 1915 un premier syndicat catholique, l'Union catholique des ouvriers mineurs, avec l'aide de Mgr Paul-Eugène Roy, responsable de l'Action sociale catholique dans le diocèse de Québec. La même année, un syndicat indépendant se transforme en syndicat catholique à Hull et accueille un aumônier dans son organisation[103].

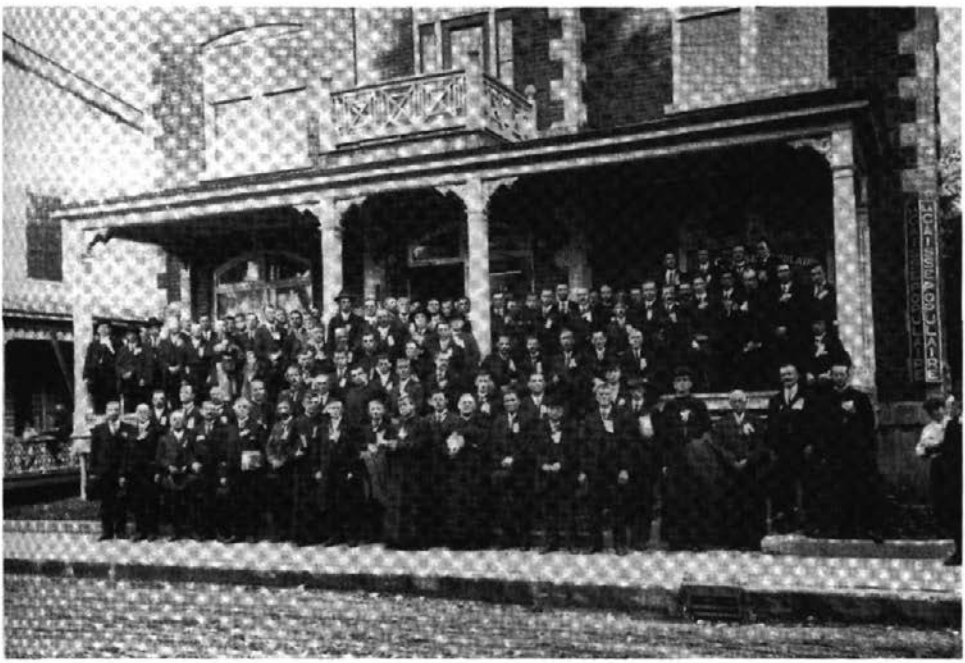
Après la Première guerre mondiale, deux clercs, l'abbé Maxime Fortin à Québec et le père Joseph-Papin Archambault à Montréal, jouent un rôle central dans le développement des syndicats catholiques. L'abbé Fortin s'emploie à convaincre les syndicats nationaux de la Vieille Capitale de se transformer en syndicats catholiques. C'est ainsi qu'en 1918 le Conseil central national de Québec accepte d'accueillir un aumônier en son sein. Du coup, 12 000 syndiqués nationaux se rallient au mouvement catholique.

Dans le diocèse de Montréal, un deuxième congrès interdiocésain, après celui de 1911, est convoqué en avril 1918 à la Villa Saint-Martin, près de Montréal. Il réunit une quinzaine de prêtres et une douzaine de laïcs sympathiques au syndicalisme catholique[104]. À la suite de cette rencontre et d'une seconde qui suit en juin, on jette les bases organisationnelles du syndicalisme catholique et le Conseil central de Montréal est fondé en février 1920 sous la présidence d'Alfred Charpentier. Dans d'autres diocèses, des cercles d'études se forment pour préparer le terrain à la fondation de syndicats catholiques locaux.

Comme le souligne l'historien Jacques Rouillard, « à trois reprises, en janvier 1911, en avril et en juin 1918, les partisans du syndicalisme catholique venus des différents diocèses de la province s'étaient concertés pour élaborer une action commune. C'est ainsi que l'idée d'un regroupement en une vaste fédération s'imposa d'elle-même[105] ». Un premier congrès des syndicats catholiques se tient donc à Québec dès 1918, suivi d'un second à Trois-Rivières en 1919, puis d'un troisième à Chicoutimi en 1920. Finalement, la Confédération des travailleurs catholiques du Canada (CTCC) est officiellement fondée à Hull en 1921, après avoir vaincu les réticences de certaines régions qui hésitaient à se départir de leurs pouvoirs au profit de la nouvelle centrale[106].

---

102. Jean-Claude Dupuis, « Réformisme et catholicisme : la pensée sociale d'Arthur Saint-Pierre », *Bulletin des chercheurs-chercheures en histoire des travailleurs et travailleuses du Québec*, 17 (1991) : 25-61.
103. Jacques Rouillard, *Les syndicats nationaux au Québec de 1900 à 1930*, Québec, PUL, 1979, p. 188-199.
104. *Ibid.*, p. 209.
105. *Ibid.*, p. 216.
106. *Ibid.*, p. 219.



Congrès des syndicats catholiques à Trois-Rivières en 1919.
Archives de la CSN, Montréal.

Le rôle joué par le clergé diocésain dans la création du syndicalisme catholique ne s'est pas limité à un appui moral et à la présence d'aumôniers. Dans certains diocèses, l'évêché a gratuitement offert un local aux syndicats catholiques en plus d'assumer le salaire de plusieurs organisateurs ainsi que des dépenses de secrétariat. Jacques Rouillard évalue à 20 000 $ par année la somme versée par les églises diocésaines au syndicalisme catholique entre 1915 et 1920[107].

Quant aux structures de la CTCC, elles seront marquées par leurs origines diocésaines. C'est, en effet, à partir des diocèses que se forment les conseils centraux qui deviendront, avec les fédérations de métier, les structures intermédiaires entre les syndicats locaux et le Bureau confédéral. Le rôle des conseils centraux sera d'assurer le rayonnement et la consolidation du syndicalisme à l'échelle régionale. Bien qu'aucune étude d'ensemble n'ait été réalisée sur ces conseils, il semble que leur influence ait été moins grande que celle des fédérations, si l'on en juge par la place minime qui leur est réservée dans les procès-verbaux de la

107. *Ibid.*, p. 237.

CTCC entre 1921 et 1960[108]. Quoi qu'il en soit, les conseils centraux épousent les limites diocésaines dans certains cas, alors que dans d'autres, l'importance industrielle de villes telles que Sorel, Granby, Victoriaville et Thetford suscitent la création de plusieurs conseils centraux au sein d'un même diocèse. Une liste comparée des conseils centraux en 1939 et en 1960 laissent voir que les limites diocésaines sont moins bien adaptées à la structure industrielle qui est à la base de l'action syndicale, en comparaison avec le syndicalisme agricole ou les caisses populaires (Tableau 4). Une telle inadaptation n'exclut pas pour autant le fait que le cadre diocésain ait pu soutenir, pour un temps, l'action syndicale. Dans le Bas-Saint-Laurent, en Gaspésie et sur la Côte-Nord, par exemple, le Conseil central de Rimouski, fondé en 1945, a joué un rôle important dans la syndicalisation des travailleurs de l'industrie du bois, avec l'appui de M^gr^ Georges Courchesne[109].

Après la seconde guerre mondiale, des forces sont en place pour laïciser le syndicalisme catholique ainsi que d'autres structures associatives. Déjà, en 1945, le père Georges-Henri Lévesque avait soulevé toute une polémique au sein du clergé québécois en plaidant pour la non-confessionnalité des coopératives[110]. Mais l'idée était lancée. Du côté de la CTCC, une nouvelle génération d'aumôniers inspirée par les interventions des abbés Gérard Dion et Louis O'Neill s'oppose à la vieille génération d'aumôniers d'avant-guerre. Dans un mémoire qu'ils remettent aux évêques en décembre 1959, ils plaident pour une attitude réaliste et recommandent d'accepter la déconfessionnalisation demandée par les dirigeants syndicaux. La chose devient réalité dès l'année suivante lors du congrès de la CTCC qui change son nom pour celui de Confédération des syndicats nationaux (CSN). Un à un, les aumôniers se retireront alors progressivement des syndicats[111]. Cependant, au niveau structurel, les conseils centraux de la CSN, nés pour la plupart dans le cadre diocésain, continueront d'exister et de se développer.

108. Par exemple : *33^e^ session du Congrès de la CTCC*, Montréal, 1954, p. 67 ; *34^e^ session du Congrès de la CTCC*, Québec, 1955, p. 75-76 ; *35^e^ session du Congrès de la CTCC*, Québec, 1956, p. 96.

109. FERNAND HARVEY, « Les débuts du syndicalisme dans le Bas-Saint-Laurent, 1941-1950 », *La Revue d'histoire du Bas-Saint-Laurent*, 1, 3 (déc. 1974) : 21-25.

110. GEORGES-HENRI LÉVESQUE, O.P., « La non-confessionnalité des coopératives », *Ensemble !*, déc. 1945 : 171.

111. HÉLÈNE BOIS, « Le clergé et la sécularisation des organisations syndicales au Québec », dans JAMES D. THWAITES, dir., *Travail et syndicalisme*, 2^e^ éd., Sainte-Foy, PUL, 2002, p. 327-328.

TABLEAU 4

Répartition régionale des conseils centraux de la CTCC 1939 et 1960

Région	Conseils centraux en 1939	Conseils centraux en 1960
Région de Montréal	Montréal Saint-Hyacinthe Sorel	Montréal Saint-Hyacinthe Sorel Saint-Jean
Région de Québec	Québec	Québec Thetford-Mines
Mauricie/Bois-Francs	Trois-Rivières	Trois-Rivières Shawinigan Drummondville Victoriaville
Estrie	Sherbrooke Farnham	Sherbrooke Granby
Outaouais	Ottawa	Hull-Ottawa
Saguenay – Lac-Saint-Jean	Chicoutimi Jonquière Alma Baie des Ha ! Ha !	Saguenay – Lac-Saint-Jean
Bas-Saint-Laurent/Gaspésie/ Côte-Nord	Rimouski	Rimouski

Sources : *Procès-verbal*, 18e Congrès de la CTCC, Québec, 1939, n.p. ; *Procès-verbal*, 39e Congrès de la CTCC, Québec, 1960, p. 353.

La Fédération des Commissions scolaires catholiques du Québec

L'influence du cadre diocésain dans la formation d'une association des commissaires d'école est particulièrement significative, d'autant plus que le clergé s'était assuré le contrôle pédagogique du système scolaire québécois avant les grandes réformes des années 1960. Il faut, en effet, se rappeler que la loi de l'Instruction publique de 1875 accordait aux évêques du Québec le droit de siéger *ex-officio* au sein du Comité catholique du Conseil de l'Instruction publique

où ils détenaient *de facto* la majorité des voix. Aussi, les évêques se considéraient-ils comme les gardiens de l'éducation catholique et s'étaient toujours montrés hostiles à une intervention de l'État qui aurait remis en cause leurs pouvoirs dans ce domaine.

Avant la régionalisation scolaire des années 1960, le Québec comptait quelque 1 900 commissions scolaires locales, tant urbaines que rurales, et une multitude d'écoles de rang. Incompétence des commissaires d'école, formation déficiente des institutrices rurales, financement inadéquat et faible taux de fréquentation scolaire, surtout après les premières années du cours primaire, constituaient le tableau de l'éducation en milieu rural à l'époque. Le gouvernement libéral d'Adélard Godbout, élu en 1940, manifestait son intention de hausser ses subventions dans le secteur de l'éducation et de procéder à la réforme du programme des écoles normales qui assuraient la formation des instituteurs et des institutrices, tant en milieu urbain qu'en milieu rural.

C'est dans ce contexte général que prend forme une première initiative dans le but de regrouper les commissions scolaires de la province. Le mouvement naît dans la Beauce avec à sa tête un commissaire d'école, Napoléon Veilleux. D'abord limité au comté de Beauce lors de la réunion de fondation en 1940, le mouvement prend rapidement de l'ampleur. Deux ans plus tard, le regroupement compte 12 commissions scolaires lors d'une réunion à Saint-Georges. En 1944, le mouvement, qui se désigne sous le nom d'Association des Commissaires d'écoles catholiques (ACÉC), rassemble quelque 700 commissions scolaires à Beauceville et 200 d'entre elles décident d'adhérer à la nouvelle association. L'année suivante, le premier congrès provincial de l'ACÉC réunit à Québec 600 commissaires provenant de tous les diocèses du Québec. Comme le souligne l'historien James D. Thwaites, la fondation de l'ACÉC correspond à un mouvement spontané issu de la base qui exprime l'inquiétude des milieux ruraux face aux initiatives du gouvernement Godbout en matière d'éducation et de relations de travail. Les commissions scolaires rurales se voyaient, en effet, désavantagées par les nouveaux critères établis pour la formation de maîtres qui, selon elles, désavantageaient les institutrices rurales, et aussi par la « loi des relations ouvrières » de 1945 qui favorisait les syndicats d'enseignants en matière d'arbitrage et de négociations des conventions collectives[112].

Ainsi placés sur la défensive, les commissaires d'école ruraux cherchaient à s'organiser. L'ACÉC leur offrait pour ce faire une structure provinciale compre-

112. James D. Thwaites, *The Origins and the Development of the « Fédération des commissions scolaires catholiques du Québec », 1936-1967*, thèse de Ph.D. (histoire), Université Laval, 1975, p. 36-50.

nant quatre paliers : les commissions scolaires locales, les districts d'inspectorat du Département de l'Instruction publique, les zones régionales et un secrétariat central.

Dès le départ, Napoléon Veilleux et les principaux responsables de l'ACÉC vont tenter d'obtenir l'approbation des évêques pour cautionner leur mouvement, comptant sur le fait qu'ils s'opposent comme eux au contrôle de l'éducation par l'État. Mais c'était sans compter sur la méfiance du clergé à l'égard d'un mouvement né à l'extérieur de ses rangs, nonobstant la profession de foi catholique sans équivoque de ces commissaires. Le cardinal Villeneuve se méfiait du passé politique crédidiste de Veilleux, mais avait finit par se laisser convaincre du bien fondé de l'ACÉC par le jeune abbé Gérard Dion et avait nommé ce dernier aumônier de l'Association en 1946[113]. Cependant, d'autres évêques ne voyaient pas d'un bon œil l'expansion de l'ACÉC à l'extérieur des frontières du diocèse de Québec. Les principaux opposants étaient M^gr^ Desranleau de Sherbrooke, M^gr^ Douville de Saint-Hyacinthe et M^gr^ Melançon de Chicoutimi. Comme l'a affirmé plus tard l'abbé Gérard Dion, étant donné que « l'Association a été formée au départ sur une base provinciale et non pas sur une base diocésaine, chaque évêque craignait de perdre un peu le pouvoir dans son propre diocèse[114] ». De fait, les districts d'inspectorat du Département de l'Instruction publique sur lesquels se fondaient les structures de l'ACÉC ne correspondaient pas aux limites des diocèses.

Le principal foyer d'opposition au mouvement beauceron viendra de Chicoutimi où naît une association rivale, l'Association des Commissions scolaires du diocèse de Chicoutimi. Lors du congrès de fondation, en 1945, l'émissaire de l'évêque de Chicoutimi, l'abbé Gérard Bouchard, transmet un message sans équivoque aux congressistes :

> Monseigneur Melançon, votre évêque, exprime le vœu que votre association soit diocésaine. Ceci doit faire partie d'un plan. C'est tout à fait conforme d'ailleurs aux cadres juridiques généraux de notre système d'enseignement provincial. Le district conforme au cadre civil ; le diocèse conforme au cadre religieux, représentant conjointement les droits de l'Église et de l'État en éducation. Il ne s'agit pas de critiquer l'organisation de la Beauce, mais cette région ne peut organiser toutes les régions sans que celles-ci aient leur mot à dire[115].

113. *Ibid.*, p. 50.
114. Entrevue de G. Dion avec James D. Thwaites, 29 août 1973, dans J. D. THWAITES, *op. cit.*, p. 63.
115. Cité dans J. D. THWAITES, *op. cit.*, p. 66.

Le nouveau mouvement voit grand. Dès juillet 1946, il regroupe des commissions scolaires dans d'autres diocèses sous le nom de Fédération des Commissions scolaires du Québec (FCSQ). De son côté, l'ACÉC tente d'éviter le schisme en se pliant aux exigences des évêques en ce qui concerne l'adaptation de ses structures aux limites diocésaines. Le problème suscité par l'existence de deux associations rivales est finalement porté devant l'assemblée des évêques en septembre 1946, sans qu'une solution claire ne soit trouvée. L'abbé Dion a beau prendre la défense de l'ACÉC en faisant valoir que tous les diocèses n'ont pas la capacité de mettre sur pied de telles associations diocésaines; rien n'y fait. Le mouvement prodiocésain de la FCSQ a le vent dans les voiles, appuyé dans les coulisses par l'Ordre de Jacques-Cartier.

La volonté des évêques d'imposer le cadre diocésain aux associations oeuvrant dans le domaine de l'éducation s'était également exprimée clairement dans le cas de la Fédération catholique des institutrices rurales (FCIR) à la même époque. Sa présidente, Laure Gaudreault, avait dû accepter de modifier les structures de sa Fédération basées sur les districts d'inspectorat afin de les rendre conformes aux limites diocésaines[116].

Quant à l'ACÉC, bien que la réforme de ses structures ait reçu l'approbation du cardinal Villeneuve en juin 1946, elle continue de se heurter à un mur de silence et d'hostilité dans ses tentatives de prendre de l'expansion dans d'autres diocèses. En décembre de la même année, un comité d'arbitrage est formé par l'assemblée de l'épiscopat pour résoudre le conflit. Composé de l'abbé Gérard Dion, pour l'ACÉC, de l'abbé Gérard Bouchard pour la FCSQ et de l'abbé Georges-Henri Forest, directeur de l'École normale de Nicolet, comme élément neutre, le comité propose un compromis afin de permettre aux deux associations de se partager les diocèses de recrutement, en attendant une éventuelle fusion. De leur côté, les évêques continuent d'exiger que les districts d'inspectorat soient ajustés aux frontières diocésaines. Mgr Lafortune, secrétaire de l'assemblée de l'épiscopat, écrit en ce sens à l'abbé Dion : « La France se meurt de n'avoir pas respecté la force que représente la paroisse. Or, le diocèse c'est la paroisse agrandie. On ne peut expliquer le fait de notre survivance que par la paroisse et le diocèse[117] ».

Au cours des mois qui suivent, les relations se détériorent entre l'ACÉC et la FCSQ et une correspondance acerbe s'échange entre l'abbé Dion et l'abbé Bouchard quant à l'interprétation à donner aux recommandations du comité d'arbitrage. Finalement, la fusion entre les deux associations s'effectue le 27 novembre 1947, mais à l'avantage de la FCSQ. La nouvelle Fédération des Com-

116. *Ibid.*, p. 65.

117. Mgr A. Lafortune à l'abbé G. Dion, 17 janvier 1947 ; cité dans J. D. THWAITES, *op. cit.*, p. 92.

missions scolaires du Québec s'organise en fonction de trois paliers : le district d'inspectorat (ajusté), le diocèse et la province. Le palier diocésain est considéré comme essentiel par la nouvelle Fédération, comme elle le rappellera en 1954 dans un mémoire à la Commission Tremblay :

> Comme la plupart des problèmes scolaires sont d'abord d'ordre diocésain, comme il est tout normal qu'ils soient portés à l'attention de l'Évêque de chaque diocèse à titre de chef spirituel de son diocèse et de membre du Conseil de l'Instruction publique, l'Association diocésaine est l'organisme sur lequel la Fédération s'appuie pour l'élaboration de son travail[118].

Après la fusion, les tensions entre les deux anciennes fédérations finissent par s'atténuer, mais pour faire place à de nouveaux conflits engendrés, cette fois, par l'écart croissant entre les problèmes vécus par les commissions scolaires urbaines, surtout celles de Montréal et de Québec, et ceux des commissions scolaires rurales ; au point où la Fédération doit reconnaître officiellement l'existence séparée d'une section urbaine et d'une section rurale à l'intérieur de sa constitution en 1953[119]. Cette tension résultait notamment de l'intervention du gouvernement Duplessis qui avait réformé les modalités de nomination des commissaires à la Commission des écoles catholiques de Montréal et à la Commission des Écoles catholiques de Québec (Lois 8 et 9) de façon à s'assurer le contrôle des nominations dans ces deux villes.

Mais les grands changements restaient à venir. La réforme de l'éducation amorcée au cours de la Révolution tranquille vient bouleverser les structures traditionnelles des commissions scolaires. Dans le milieu rural, les écoles de rang ne correspondent plus aux besoins d'une société moderne. Aussi, la réforme procède-t-elle à une importante diminution du nombre de commissions scolaires locales et à la création d'un nouveau type de structure : la commission scolaire régionale dans le cadre de l'« Opération 55 ». En 1966, au terme de l'opération, 64 commissions scolaires régionales sont ainsi créées.

La Fédération des Commissions scolaires catholiques du Québec prend aussi le train du changement pour s'y assurer une place. Les tenants du ruralisme conservateur de jadis, tel Napoléon Veilleux, deviennent alors d'ardents partisans de la régionalisation scolaire et du rattrapage des régions rurales en matière de scolarisation. Quant aux structures diocésaines, elles seront abandonnées sans

118. *Les problèmes des commissions scolaires. Solutions proposées*, Mémoire présenté par la FÉDÉRATION DES COMMISSIONS SCOLAIRES CATHOLIQUES DU QUÉBEC à la Commission royale d'enquête sur les problèmes constitutionnels, 4 juin 1954, Québec, La Fédération, juin 1954, p. xi. À noter que la Fédération ajoutera le mot « catholique » à son nom en octobre 1953.

119. J. D. THWAITES, *op. cit.*, p. 133.

résistance au profit d'un nouveau découpage en zones, en relation avec les commissions scolaires régionales[120].

* * *

Au terme de ce long cheminement qui nous a amené à explorer diverses avenues pour illustrer l'importance du cadre diocésain, tant dans l'histoire sociale que dans l'historiographie religieuse du Québec, force est de constater que la recherche et la réflexion autour de la question diocésaine n'en est encore qu'à ses débuts, malgré la multitude de références éparses qui existent à ce sujet.

L'histoire des diocèses, comme l'histoire régionale en général, constitue une voie féconde pour relire et approfondir l'histoire du Québec. À cet égard, il ne fait aucun doute que le diocèse au niveau régional, comme la paroisse au niveau local, ont été des cadres structurants pour la construction du lien social au sein de la société canadienne-française d'avant la Révolution tranquille tant au niveau civil que religieux. À suivre l'évolution des limites diocésaines et la création de nouveaux diocèses au cours des XIX^e^ et XX^e^ siècles, on se rend compte de l'impact économique, social et religieux qu'a pu avoir la décision, en apparence purement administrative, de créer de nouveaux diocèses au cours des XIX^e^ et XX^e^ siècles. L'évolution de la carte des diocèses catholiques du Québec reflète à la fois l'accroissement de la population, les impératifs liés à l'encadrement religieux et au contrôle social des fidèles, les luttes idéologiques et linguistiques au sein même du clergé et de l'épiscopat en particulier, de même que l'évolution de la situation économique des régions. Sur ce dernier point, il est évident que la décision de créer un nouveau diocèse devait tenir compte de la capacité de la population habitant ce territoire à assurer une relative autonomie financière au clergé diocésain. De ce fait, l'Église a dû tenir compte du niveau de développement économique des régions. Le choix d'une ville comme siège d'un évêché reflétait donc le potentiel de celle-ci et de sa région environnante. Par ailleurs, avant 1960, les contemporains de la fondation de nouveaux diocèses ont été conscients de l'impact économique et institutionnel de telles créations, plus particulièrement en ce qui concerne le choix de la ville épiscopale. D'où l'intérêt, voire les luttes souvent vives pour la localisation d'un évêché. Autour de l'évêché se greffait, en effet, un ensemble d'institutions et de services assumés par le clergé diocésain et les communautés religieuses dans le domaine de l'éducation, de la santé et des services sociaux. Chaque ville épiscopale a ainsi contribué à développer le secteur des services avant l'intervention massive de l'État dans ces secteurs à partir de la Révolution tranquille.

120. *Ibid.*, p. 257.

Parmi les secteurs d'intervention qui ont été ciblés par les églises diocésaines, il faut mentionner en premier lieu le secteur de l'éducation, domaine particulièrement sensible où le clergé catholique a su maintenir une position dominante avant la création du ministère de l'Éducation en 1964. Le clergé a ainsi développé un réseau de collèges classiques avec l'aide des communautés religieuses, mais chaque évêque a accordé une attention prioritaire à la fondation et au maintien d'un petit séminaire dans son diocèse. Cette institution s'avérait, en effet, essentielle comme source de recrutement et de renouvellement des effectifs cléricaux, tout en demeurant le seul collège classique pour la formation des élites locales dans certaines régions.

La préoccupation des évêques pour maintenir et développer un enseignement catholique dans leur diocèse s'est aussi manifesté au niveau primaire et secondaire comme en témoigne l'obligation qui a été faite aux associations de commissaires d'école et à l'association des institutrices rurales d'adopter le cadre diocésain pour leurs activités.

Ce cadre diocésain a été par ailleurs utilisé de façon plus spontanée par d'autres institutions ou associations naissantes parce qu'il s'imposait en quelque sorte de lui-même, particulièrement entre les années 1920 et 1960, faute d'alternative en provenance de l'État ou de la société civile. Le gouvernement provincial s'est du reste plié de bonne grâce au cadre diocésain dans les secteurs où il ne souhaitait pas prendre seul l'initiative. C'est ainsi que des sociétés diocésaines de colonisation ont pu être créées, particulièrement au cours de la crise économique des années 1930, pour collaborer à la mise en œuvre du plan Vautrin mis de l'avant par le gouvernement Taschereau.

Dans d'autres secteurs, le cadre diocésain a permis de soutenir au niveau des ressources physiques, humaines et financières des mouvements socioéconomiques et culturels en émergence tels l'Union catholique des cultivateurs (UCC), le mouvement des Caisses populaires Desjardins et la Confédération des travailleurs catholiques du Canada (CTCC), pour ne nommer que les principaux, dans la mesure où ces initiatives s'inscrivaient en filiation avec la doctrine sociale de l'Église inspirée de l'encyclique *Rerum Novarum*.

Une génération d'aumôniers diocésains actifs durant l'entre-deux guerres a ainsi animé ou soutenu toute cette mouvance structurelle d'inspiration catholique en suivant les directives de leur évêque. Cependant, l'après-deuxième guerre mondiale semble marquer une première rupture, sinon d'intentions du moins de sensibilité, car émerge alors une nouvelle génération de clercs qui, tels les abbés Gérard Dion, Louis O'Neill et le dominicain Georges-Henri Lévesque, prennent conscience que les choses ont changé et qu'il est temps de laisser la place aux

laïcs[121]. Ces derniers, nourris également de la doctrine sociale de l'Église maintiennent dans un premier temps les intentions de départ, avant d'opter pour la déconfessionnalisation des mouvements sociaux à partir des années 1960, contribuant alors à une seconde rupture avec le passé. Quant aux cadres géographiques diocésains, ils seront progressivement remplacés par de nouveaux découpages administratifs définis par l'État ou par les diverses institutions et associations, en fonction de leurs nouveaux besoins.

Dans quelle mesure le cadre diocésain a-t-il contribué à l'émergence d'identités régionales au Québec? Et dans quelle mesure de telles constructions identitaires ont-elles résisté aux bouleversements administratifs réalisés par l'État québécois au cours des années 1960 et 1970? Il faudrait sans doute des analyses plus poussées avant de pouvoir répondre à ces interrogations. Qu'il suffise pour l'instant de mentionner au passage que l'émergence de sentiments régionalistes au niveau littéraire, idéologique et historiographique au cours des années 1920 et 1930 ont été pour une très large part le fait de quelques clercs, plus particulièrement dans des diocèses tels que Trois-Rivières, Sherbrooke, Chicoutimi et Gaspé[122].

Cette analyse du rôle historique joué par le cadre diocésain dans l'histoire sociale et régionale du Québec ne doit pas pour autant gommer la dimension proprement religieuse de la question, même si celle-ci n'a pas été développée dans cet article. L'historiographie religieuse des diocèses en est pour l'instant à la phase descriptive d'une histoire événementielle avec d'intéressantes percées qui marient l'histoire ecclésiastique et l'histoire universitaire, telle que pratiquée depuis plusieurs décennies en France. Une approche diocésaine des pratiques administratives, des effectifs cléricaux, du rôle des évêques, des pratiques religieuses et des mécanismes de contrôle social permettrait sans doute d'intéressantes découvertes en termes de spécificités et de disparités régionales. Il ne faudrait pas non plus négliger l'histoire des diocèses depuis les années 1960, laquelle coïncide avec le renouveau liturgique et pastoral inspiré par le concile Vatican II[123]. Certes, le diocèse perd rapidement sa prégnance dans les affaires profanes, mais il redéploie ses énergies et ses ressources affaiblies du côté de sa mission religieuse

121. Voir à ce sujet : Hélène Bois, *Les aumôniers et la déconfessionnalisation des institutions économiques-sociales québécoises (1940-1972)*, thèse de Ph.D. (histoire), Université Laval, 1992, 498 p.

122. Fernand Harvey, « L'historiographie régionaliste des années 1920 et 1930 au Québec », *Les Cahiers des Dix*, 55 (2001) : 53-102.

123. Gilles Routhier ouvre à cet égard des perspectives intéressantes en ce qui concerne le diocèse de Québec dans son article : « Entre Révolution tranquille et *oggiornamento* conciliaire : évolution dans le gouvernement du diocèse de Québec au cours des années 1960 », *SCHÉC, Études d'histoire religieuse*, 67 (2001) : p. 47-56.

en misant sur une pastorale impliquant les laïcs. Cette stratégie pastorale, du reste, a été mise de l'avant par la Commission d'étude sur les laïcs et l'Église, présidée par le sociologue Fernand Dumont en 1971[124]. Depuis les années 1990, la baisse de la pratique religieuse et le déclin des effectifs cléricaux provoquent la fusion de plusieurs paroisses. Dans ce nouveau contexte de déclin institutionnel, le diocèse apparaît à la fois comme la base de repli et de redéploiement de la vie religieuse au Québec.

124. Sur la Commission Dumont : MARCO VEILLEUX *ET AL.*, DIR., Actes du colloque « Articuler la foi et la culture aujourd'hui, 30 ans après la Commission d'études sur les laïcs et l'Église », *Pastorale Québec*, hors-série, septembre 2001 : 1-34.

La recherche cartographique concernant les limites des diocèses a été réalisée par Andrée Héroux.

Annexe

BIBLIOGRAPHIE DES DIOCÈSES DU QUÉBEC

Cette bibliographie réunit un ensemble d'articles, de livres, de rapports de recherche, de thèses et de mémoires concernant l'histoire des diocèses catholiques et anglicans du Québec, en tant que structure d'encadrement religieux et civil. La sélection a été effectuée en fonction des titres qui présentent des vues d'ensemble ou un rapport explicite à la territorialité. On y trouvera des histoires de diocèses, des inventaires d'effectifs cléricaux, des recueils biographiques du clergé diocésain, des études historiques de type universitaire, de même que des études de sociologie religieuse et de pastorale. Ont été exclues de cette bibliographie les publications plus spécialisées concernant la vie religieuse diocésaine : les biographies d'évêques (sauf exceptions) et les études concernant les communautés religieuses, les institutions d'éducation, de santé et de bien-être social. De plus, bien que le renouveau de l'historiographie religieuse québécoise depuis les années 1980 se manifeste par la réalisation de thèses sur les pratiques religieuses à l'échelle locale ou paroissiale, celles-ci n'ont pas été incluses dans la présente bibliographie.

La localisation de certaines monographies de diocèses étant difficile, on en trouvera une bonne collection à la Bibliothèque générale de l'Université Laval à Québec http://arianeweb.ulaval.ca et à la Bibliothèque de l'Université Saint-Paul à Ottawa http://allie.ustpaul.uottawa.ca.

Sommaire

1- Archives et historiographie religieuse 105
2- Le cadre diocésain : aspects généraux 106
3- Diocèse d'Amos 107
4- Diocèses de Baie-Comeau et de Labrador-City-Schefferville ; vicariat apostolique du Labrador 108
5- Diocèse de Chicoutimi 109

6- Diocèse de Gaspé 110
7- Diocèse de Joliette 111
8- Diocèse de Mont-Laurier 111
9- Diocèse de Montréal 112
10- Diocèse de Moosonee et vicariat apostolique de la Baie-James ... 113
11- Diocèse de Nicolet 113
12- Diocèses d'Ottawa, de Gatineau/Hull et de Pembroke 114
13- Diocèse de Québec 115
14- Diocèse de Rimouski 117
15- Diocèse de Rouyn-Noranda 117
16- Diocèse de Saint-Hyacinthe 118
17- Diocèse de Saint-Jean 119
18- Diocèse de Saint-Jérôme 120
19- Diocèse de Sainte-Anne-de-la-Pocatière 120
20- Diocèse de Sherbrooke 121
21- Diocèse de Trois-Rivières 122
22- Diocèse de Valleyfield 123

1. Archives et historiographie religieuse

Gosselin, Sylvain
« Les Archives des diocèses catholiques du Canada », *SCHÉC, Études d'histoire religieuse*, 61 (1995) : 63-79.

Hamelin, Louis-Edmond et Colette L.-Hamelin
« Sociologie religieuse au Canada français », dans *Quelques matériaux de sociologie religieuse canadienne*, Montréal, Éditions de Lévrier, 1956 : 29-40.

Hudon, Christine
« L'histoire religieuse des régions du Québec. Bilan et perspectives », *SCHÉC, Études d'histoire religieuse*, 67 (2001) : 33-45.

Hurtubise, Pierre, Luca Codignola et Fernand Harvey, dir.
L'Amérique du Nord française dans les archives religieuses de Rome, 1600-1922. Guide de recherche, Sainte-Foy, Éditions de l'IQRC, 1999, 202 p., Ill. (plusieurs références aux rapports des évêques des diocèses du Québec à Rome).

Kelley, Caron A. R.
« The Quebec diocesan archives », *Rapport de l'Archiviste de la province de Québec*, (1946-1947) : 177-298.

Lagrée, Michel
« La monographie diocésaine et les acquis de l'historiographie religieuse française », *SCHÉC, Études d'histoire religieuse*, 61 (1995) : 9-41.

Laperrière, Guy
« Pourquoi l'histoire diocésaine n'est-elle pas développée au Québec comme en France ? », *SCHÉC, Études d'histoire religieuse*, 61 (1995) : 43-61.

Laperrière, Guy
« Centenaires de diocèses et histoire régionale au Canada français », *Revue d'histoire ecclésiastique*, 82, 1 (1987) : 44-50.

Pizzorusso, Giovanni et Matteo Sanfilippo
Inventaire des documents d'intérêt canadien dans les Archives de la Congrégation « de Propaganda Fide » sous le pontificat de Pie IX (1846-1878), Rome et Ottawa, Centre académique canadien en Italie et Université Saint-Paul, 2001, 876 p. (voir les noms de diocèses dans l'index).

2. Le cadre diocésain : aspects généraux

Assemblée des évêques du Québec
Site WEB : www.eveques.qc.ca (information contemporaine sur chaque diocèse).

Dupont, Antonin
Les relations entre l'Église et l'État sous Louis-Alexandre Taschereau 1920-1936, Montréal, Guérin, 1973, xxxii, 366 p. (la colonisation, les évêques et les sociétés diocésaines de colonisation, p. 277-305). Réédition : 1997, sous le titre *Taschereau*.

Frenette, Jean-Vianney
« Divisions administratives et organisation de l'espace au Québec : essai d'interprétation », *Revue de géographie de Montréal*, 28, 1 (1974) : 41-54, Tableaux (le diocèse, p. 47-48).

Frenette, Jean-Vianney
« La recherche d'un cadre régional au Québec méridional : quelques étapes, de 1932 à 1966 », *Cahiers de géographie de Québec*, 17, 40 (avril 1973) : 69-84, Cartes.

Guillaume, Pierre, dir.
Le diocèse au Québec et en France aux XIX^e^ et XX^e^ siècles, Bordeaux, Centre d'études canadiennes, 1990, 155 p.

Hamelin, Jean et Nicole Gagnon
Histoire du catholicisme québécois. Le XX^e^ siècle, tome 1 : *1898-1940*, Montréal, Boréal, 1984 (les églises diocésaines, p. 73-81) ; tome 2 : *De 1940 à nos jours*, 1984 (la refonte de la carte des diocèses, p. 57-61).

Jacques, François
Le clergé québécois et son appui aux caisses populaires de 1900 à 1920, mémoire de maîtrise (théologie), Université Laval, 1975, 132 p. (bibliographie, p. 109-124).

LeBlanc, Jean

Dictionnaire biographique des évêques catholiques du Canada, Montréal, Wilson et Lafleur, 2002, 884 p. (inclut un historique de chaque diocèse et des notices biographiques des délégués apostoliques et des évêques canadiens au pays et à l'étranger).

Lemieux, Lucien

L'établissement de la première province ecclésiastique au Canada 1783-1844, Montréal, Fides, 1968, 559 p. (évolution des structures diocésaines et érection de diocèses indépendants du siège de Québec).

Lemieux, Lucien

Histoire du catholicisme québécois, vol. II, tome 1 (1760-1839), Montréal, Fides, 1968, 559 p., Cartes.

Maurault, Olivier

« La fondation de nouveaux diocèses et l'essor apostolique du Canada français sous M^gr^ Bourget », *SCHÉC, Rapport*, (1941-1942) : 43-49.

Voisine, Nive, dir.

Histoire du catholicisme québécois, vol. II, tome 2 (1840-1898), Montréal, Boréal, 1991 (l'augmentation des diocèses, p. 211-213).

Voisine, Nive

« L'épiscopat québécois au moment de la formation du diocèse de Sherbrooke (1874) », *SCHÉC, Sessions d'étude*, (1974) : 25-41.

3. Diocèse d'Amos

Duchemin, Gaston, Monique Laliberté et Edmond Brouillard

Le diocèse d'Amos fête 50 ans : de 1938-39 à 1988-89 : l'Église se construit, Amos, Le Diocèse, 1989, 194 p.

Ébacher, Roger

L'Église d'Amos à la recherche de son avenir, Montréal, Fides, 1974, 293 p.

Lemieux, Frédéric

Les missionnaires-colonisateurs en Abitibi (1929-1939), mémoire de maîtrise (histoire), Université de Sherbrooke, 2000, 194 p.

Martel, Gilles

« L'évolution des diocèses d'Amos et de Rouyn-Noranda », *SCHÉC, Sessions d'étude*, 49 (1982) : 71-82.

Sansoucy, Léo

« Quarantième anniversaire du diocèse d'Amos et la contribution du diocèse de Saint-Hyacinthe à la vie de ce diocèse », *Le Courrier de Saint-Hyacinthe*, 3 janvier 1979 : D-7.

Vincent, Odette, dir.

Histoire de l'Abitibi-Témiscamingue, Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, 1995, 761 p., Ill. (coll. Les régions du Québec, 7) (diocèse d'Amos, p. 530-532).

4. Diocèses de Baie-Comeau et de Labrador-City-Schefferville ; vicariat apostolique du Labrador

Bélanger, René
« Les prêtres séculiers du diocèse de Québec, missionnaires au Domaine du Roi et dans la seigneurie de Mingan de 1769 à 1845 », *SCHÉC, Rapport*, (1957) : 12-23.

Blanche, Gustave
« Sur la Côte-Nord du Saint-Laurent : le vicariat apostolique », *Bulletin de la Société de géographie de Québec*, 5, 5 (oct. 1911) : 352-355.

Cantin, Bernard
« Baie-Comeau prépare un plan quinquennal », *L'Église canadienne*, 21, 9 (janv. 1988) : 269-278 (livre vert sur l'état du diocèse).

Carrière, Gaston
« Projets de préfectures apostoliques pour le nord-est du Canada », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 17, 2 (sept. 1963) : 185-212.

Carrière, Gaston
« Projets de circonscriptions ecclésiastiques : vicariat apostolique pour le Nord », *Revue de l'Université d'Ottawa*, 30 (1960) : 57-81.

Carrière, Gaston
« Cent ans d'apostolat au Labrador », *Revue de l'Université d'Ottawa*, 25, 4 (oct.-déc. 1955) : 388-417.

Carrière, Gaston
L'apostolat dans les territoires du Labrador. 1 : L'apostolat dans les territoires du Labrador avant 1946 ; 2 : Le Vicariat apostolique du Labrador, 1946-1956, s.l., s.d., 200 p.

Chabot, Gaétan
Organisation et pratique religieuse sur la Basse-Côte-Nord du Saint-Laurent, Québec, Laboratoire d'ethnographie, Université Laval, 1972, 220 p.

Charest, Paul
« Contraintes écologiques et déterminants socio-économiques de l'évolution religieuse de la Moyenne et de la Basse-Côte-Nord du Golfe Saint-Laurent », *Protée*, 5 (print.-aut. 1976) : 61-82.

Frenette, Yves
Histoire de la Côte-Nord, Sainte-Foy, Éditions de l'IQRC/PUL, 1996, 669 p., Ill. (coll. Les régions du Québec, 9) (diocèse de Baie-Comeau, p. 523-526 ; diocèse de Labrador City, p. 523, 527-528).

Goudreault, Henri
Brief History of the Diocese of Labrador City-Schefferville, 1945-1995, [Labrador City], s.n., 1995, 77 p., Photos.

Jomphe, Rolande *et al.*
Diocèse de Baie Comeau : témoin d'espérance, 1945-1995, Baie Comeau, Éditions Nord-Côtières, 1995, xvi, 217 p.

Mongeau, M.
« Vicariat Saint-François-Xavier », *Missions OMI*, (1966) : 644-670.

Mongeau, Marcel
« L'Église au nord du Québec et au Labrador », *Revue d'histoire de la Côte-Nord*, 4 (nov. 1985) : 7-11.

Turbis, Denis
« Une page d'histoire dans l'Église de la côte », *Revue d'histoire de la Côte-Nord*, 1 (1984) : 8-9 (période 1892-1903) ; 3 (avril 1985) : 14-16 (période 1903-1916) ; 5 (mai 1986) : 8-13 (période 1917-1938) ; 7 (juin 1987) : 23-25 (période 1938-1945).

5. Diocèse de Chicoutimi

Bélanger, Léonidas
« Les évêques de Chicoutimi. Notices biographiques », *Saguenayensia*, 20, 3-4 (mai-août 1978) : 88-93.

Diocèse de Chicoutimi
Mission et coresponsabilité. Rapport de la Commission diocésaine de recherche pastorale, Chicoutimi, Secrétariat de la Commission diocésaine de recherche pastorale, 1977, 191 p.

Dupont, Pascale
Conformité et déviance : la pratique religieuse au Saguenay, 1886-1951, mémoire de maîtrise (histoire), Université du Québec à Chicoutimi, 1995, xiv, 185 p.

Frenette, Chan. F.-X. Eug.
Supplément aux « Notices biographiques et notes historiques » sur le diocèse de Chicoutimi, Chicoutimi [Évêché de Chicoutimi], 1947, 415 p., Ill.

Frenette, Chan. F.-X. Eug.
Notices biographiques et notes historiques sur le diocèse de Chicoutimi, Chicoutimi, [Évêché de Chicoutimi], 1945, 243 p.

Girard, Camil et Normand Perron
Histoire du Saguenay-Lac-Saint-Jean, Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, 1989, 665 p., Ill. (coll. Les régions du Québec, 2) (diocèse de Chicoutimi, p. 223-230 ; 345-350 ; 501-509).

Paré, Mgr Marius
L'Église au diocèse de Chicoutimi, 4 tomes, [Chicoutimi, Évêché de Chicoutimi], tome I : *Germination et formation, 1535-1888*, 2e éd., 1988, 579 p., Index, Carte ; tome II : *1888-1892*, 1987 et 1999, 335 p., Ill., Carte, Index ; tome III : *1892-1903, Les institutions*, 1991, Ill., Carte, Index ; tome IV : *1892-1903, La pastorale diocésaine et les relations extérieures*, 2000, 681 p., Ill., Index.

Paré, Mgr Marius
« Lettre circulaire de Monseigneur Marius Paré », *Saguenayensia*, 20, 3-4 (mai-août 1978) : 97-104 (brève synthèse historique du diocèse de Chicoutimi, 1878-1978).

Paré, Mgr Marius
« Un siècle de vie religieuse au diocèse de Chicoutimi », *Saguenayensia*, 20, 3-4 (mai-août 1978) : 54-58 (entrevue avec l'évêque de Chicoutimi).

Rouleau, Jean-Paul
Chicoutimi. Contexte socio-religieux et adaptation pastorale, Sainte-Foy, Centre de recherche en sociologie religieuse, Université Laval, 1968, 237 p. (limité à la zone de Chicoutimi et non à l'ensemble du diocèse).

Routhier, François
Jonquière, Kénogami, Arvida. Contexte socio-religieux et adaptation pastorale, Sainte-Foy, Centre de recherche en sociologie religieuse, Université Laval, 1965, 200 p.

Saint-Hilaire, Marc
« L'évolution territoriale du diocèse de Chicoutimi, 1878-1978 », *Saguenayensia*, 20, 3-4 (mai-août 1978) : 64-74.

Simard, André
Les évêques et les prêtres séculiers au diocèse de Chicoutimi 1878-1968. Notices biographiques, Chicoutimi, Chancellerie de l'évêché, 1969.

[Simard, André *et al.*]
Évocations et témoignages. Centenaire du diocèse de Chicoutimi 1878-1978, Chicoutimi, Évêché de Chicoutimi, 1978, 480 p.

6. Diocèse de Gaspé

—
« Les cinquante ans du diocèse de Gaspé », *Revue d'histoire de la Gaspésie*, Numéro spécial, 10, 2-3 (avril-sept. 1972) : 64-217.

Gagiano, Octave
« Érection du diocèse de Gaspé et division du diocèse de S. Germain de Rimouski », *Le Messager de Sainte-Anne*, 41, 4 (août 1922) : 188-191.

Joncas, Paul
Les 75 ans du Diocèse de Gaspé : de Mgr François-Xavier Ross à Mgr Raymond Dumais, 1922-1997, collaboration de Jules Bélanger, Gaspé, Fondation du Diocèse de Gaspé, [1998 ?], iv, 311 p.

Joncas Paul
« Une annexion appréhendée », *Gaspésie*, 23, 1 (janv.-mars 1985) : 34-41, Ill. (projet d'annexion de la Gaspésie à un diocèse du Nouveau-Brunswick).

Joncas, Paul
« Les Gaspésiens en quête d'un diocèse », *Gaspésie*, 22, 4 (oct.-déc. 1984) : 8-14. Ill.

Lavoie, Laval
« Le diocèse de Gaspé a 70 ans : 1922-1992 », *Gaspésie*, 30, 1 (mars 1992) : 12-20.

Lavoie, Laval
Monseigneur François-Xavier Ross, libérateur de la Gaspésie, Sainte-Foy, Anne Sigier, 1989, 295 p.

Lebel, Camille
« Les quarante ans du diocèse de Gaspé, 1923-1963 », *Revue d'histoire de la Gaspésie*, 1, 4 (1963) : 170-174.

Nolleau, Olivier
L'encadrement religieux de la population de la région de Gaspé de 1767 à 1867, mémoire de maîtrise (histoire), Université de Sherbrooke, 2000.

Roy, Charles-Eugène
« Érection du diocèse de Gaspé », *Revue d'histoire de la Gaspésie*, 10, 2-3 (avril-sept. 1972) : 68-79.

7. Diocèse de Joliette

Charbonneau, Anthime
« Glanures historiques et légendaires du diocèse de Joliette », *SCHÉC, Rapport*, (1949-1950) : 117-151.

En collaboration
Notes d'histoire sur le Diocèse de Joliette, à l'occasion du 17e Congrès annuel de la Société canadienne d'histoire de l'Église catholique (SCHÉC), tenu à Joliette, en septembre 1950, Joliette, 1951, 161 p. (textes de Louis-Edmond Hamelin, Camille-Aimé Roussin, Paul-Maurice Farley, Marcel de Granpré, Wilfrid Caillé, Lucien Sylvestre, François Lanoue, Omer Bonin, Anthime Charbonneau et Mgr Joseph-Arthur Papineau).

Lanoue, François
Regards sur la paroisse cathédrale et le diocèse de Joliette, Joliette, F. Lanoue, 1996, 222 p.

Simard, Réal
Les centrales diocésaines de Joliette, thèse de maîtrise, (sciences sociales), Université de Montréal, 1955, viii, 84p.

Sylvestre, Lucien
« Le diocèse de Joliette », *SCHÉC, Sessions d'étude*, (1949-1950) : 81-98.

Valois, Robert, dir.
Notes d'histoire sur le diocèse de Joliette, Joliette, Imprimerie Leclerc, 1951, 160 p.

8. Diocèse de Mont-Laurier

Coursol, Luc
Un diocèse dans les cantons du Nord : histoire du diocèse de Mont-Laurier, [Mont-Laurier], Évêché de Mont-Laurier, 1988, 482 p.

Laurin, Serge
Histoire des Laurentides, Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, 1989, 892 p., Ill. (coll. Les régions du Québec, 3) (diocèse de Mont-Laurier, p. 416-417 ; 758-760).

Savard, Denise
« Après soixante-quinze ans : Mont-Laurier, une Église en plein cheminement », *L'Église canadienne*, 21, 16 (avril 1988) : 498-502.

9. Diocèse de Montréal

[Anonyme]
Le Diocèse de Montréal à la fin du XIX^e siècle, Montréal, Senécal, 1900, 800 p., Ill.

Borthwick, John D.
History of the Diocese of Montreal, 1850-1910, Montréal, J. Lovell, 1910, 230 p. (diocèse anglican).

Cooper, J.
The Blessed Commission. The Origins and History of the Diocese of Montreal, 1760-1960, Montréal, Diocese of Montréal, 1960 (diocèse anglican).

Courville, Serge *et al.*
Paroisses et municipalités de la région de Montréal au XIX^e siècle, 1825-1861 : répertoire documentaire et cartographique, Québec, Presses de l'Université Laval, 1988, 350 p.

Desrosiers, Abbé L.-A.
Le clergé diocésain de Montréal en 1950, Montréal, 1950, 228 p., Photos (biographies de prêtres, précédées d'une histoire du diocèse).

En collaboration
L'Église de Montréal. Aperçus d'hier et d'aujourd'hui, 1836-1986, Montréal, Fides, 1986, 397 p.

Fabre, M^gr Edouard Charles
Mémoire de Monseigneur Edouard Chs Fabre, Archevêque de Montréal, concernant la prochaine division de son diocèse, Rome, Imprimerie de la Sacré Propagande, 1890, 22 et 19 p.

Fabre, M^gr Edouard Charles
Réponse de Monseigneur l'Archevêque de Montréal au Mémoire de Monseigneur l'Archevêque d'Ottawa, concernant le démembrement projeté du diocèse et de la province ecclésiastique de Montréal, Rome, Imprimerie de la Sacré Propagande, 1890, 54 p.

Ferretti, Lucia
« L'Église de Montréal (1900-1950) dans les mémoires et les thèses depuis 1980 », *SCHÉC, Études d'histoire religieuse*, 59 (1993) : 105-123.

Gagnon, Serge
« Le diocèse de Montréal durant les années 1860 », dans Pierre Hurtubise *et al.*, *Le laïc dans l'Église canadienne-française de 1830 à nos jours*, Montréal, Fides, 1972, p. 113-127.

Lemieux, Lucien
« L'érection du diocèse de Montréal (1836) », dans *L'Église de Montréal, 1836-1986*, Montréal, Fides, 1986, p. 24-29.

Lemieux, Lucien
L'établissement de la première province ecclésiastique au Canada 1783-1844, Montréal, Fides, 1968, 559 p. (chap. VI : « Érection du diocèse de Montréal (1830-1836) », p. 299-402).

Lemieux, Lucien
Histoire du catholicisme québécois, vol. II, tome 1 (1760-1839), Montréal, Fides, 1968, 559 p., Cartes (diocèse de Montréal, p. 51-74).

[Pouliot, Léon, s.j.]
Centenaire du diocèse de Montréal, 1836-1936, [Montréal, Thérien Frères, 1936], 205 p., Ill.

Pouliot, Léon
« La difficile érection du diocèse de Montréal (1836) », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 16, 4 (mars 1963) : 506-535.

Remiggi, Frank W.
« Esquisse géographique du territoire diocésain de Montréal, 1820-1852 », dans *L'Église de Montréal, 1836-1986*, Montréal, Fides, 1986, p. 30-39, Cartes.

Rousseau, Louis et Frank W. Remiggi, dir.
Atlas historique des pratiques religieuses. Le Sud-Ouest du Québec au XIX^e siècle, Ottawa, Les Presses de l'Université d'Ottawa, 1998, 235 p. (p. 51-60 : « L'organisation du territoire ecclésiastique », pour les catholiques et les protestants).

Rousseau, Louis et Frank W. Remiggi
« Le renouveau religieux montréalais au XIX^e siècle : une analyse spatio-temporelle de la pratique pascale », *SR/Sciences religieuses*, 21 (1992) : 431-454.

10. Diocèse de Moosonee et vicariat apostolique de la Baie-James

Mongeau, M.
« Vicariat Saint-François-Xavier », *Missions O.M.J.*, (1966) : 644-670.

Paul-Émile, sœur
La Baie James : trois cents ans d'histoire militaire, économique, missionnaire, Montréal et Ottawa, Éditions Oblates, 1952, 313 p., Ill., Cartes.

11. Diocèse de Nicolet

—
Centenaire du diocèse de Nicolet : Drummondville et la région, Drummondville, Société historique du centre du Québec, 1985, 88 p., Ill.

Bergeron, Arthur
Le clergé du diocèse de Nicolet 1885-1958, Montréal, Frères des Écoles chrétiennes, 1958, xxxii, 336 p., Ill.

Fafard, Rémi
Le clergé du diocèse de Nicolet : 1885-1979, Trois-Rivières, Éditions du Bien public, 1979, 488 p.

Fréchette, Denis
Le diocèse de Nicolet 1885-1985, [Nicolet], s.n., 1985, 365 p., Ill.

Fréchette, Denis
« Le diocèse de Nicolet et ses évêques », *SCHÉC, Sessions d'étude*, 52 (1985) : 7-16.

Roux, Alphonse
« Monseigneur Calixte Marquis et l'érection du diocèse de Nicolet », *SCHÉC, Rapport*, 11 (1943-1944) : 33-89.

Roy, Jean
« Le clergé nicolétain, 1885-1904 : aspects sociographiques », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 35, 3 (déc. 1981) : 383-396.

Roy, Jean et Daniel Robert
Le diocèse de Nicolet : populations et territoires, 1851-1991, Trois-Rivières, Centre d'études québécoises, Université du Québec à Trois-Rivières, 1993, 257 p.

Voisine, Nive
« Mgr Elzéar-Alexandre Taschereau et la création du diocèse de Nicolet », *SCHÉC, Sessions d'étude*, 52 (1985) : 35-50.

Voisine, Nive
« La création du diocèse de Nicolet (1885) », *Les Cahiers nicolétains*, 5, 1 (mars 1983) : 3-31 ; 6, 4 (déc. 1984) : 147-214.

12. Diocèses d'Ottawa, de Gatineau/Hull et de Pembroke

Allard, Pierre
La fondation du diocèse de Hull, Ottawa, [s.n.], 1989, 65 p.

Barbezieux, Alexis de [R.P.]
Histoire de la Province ecclésiastique d'Ottawa et de la colonisation de la vallée de l'Ottawa, 2 vol., Ottawa, La Cie d'imprimerie d'Ottawa, 1897, 609 et 507 p.

Cartwright, Don G.
« Ecclesiastical Territorial Organization and Institutionnal Conflict in Eastern and Northern Ontario, 1840 to 1910 », *Historical Papers/Communications historiques*, [Société historique du Canada], 1978, p. 176-199.

Choquette, Robert
L'Église catholique dans l'Ontario français du dix-neuvième siècle, Ottawa, Éditions de l'Université d'Ottawa, 1984, 365 p. (coll. Cahiers d'histoire, 13) (voir le chap. 9 : « Duhamel vs Lynch : les conflits de frontières ecclésiastiques », p. 251-280).

Costisella, C.
Histoire du diocèse d'Ottawa (1847-1967), [thèse de doctorat, Aix-en-Provence], Ottawa, [s.n.], 1976, xxi, 356 p., Cartes.

Gaffield, Chad
Histoire de l'Outaouais, Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, 1994, 875 p., Ill. (coll. Les régions du Québec, 6) (diocèse de Gatineau-Hull, p. 632-639).

Hurtubise, Pierre, Mark McGowan et Pierre Savard, dir.
Planté près du cours des eaux: Le diocèse d'Ottawa, 1847-1997, Ottawa, Novalis, c1998, 232 p.

Laflamme, J. L. K.
« À l'assaut des institutions canadiennes-françaises la conquête des diocèses: Ottawa, Burlington, Moncton », *La Revue franco-américaine*, 3, 5 (1909): 323-335.

Legree, Joseph C.
Lift Up Your Hearts. A History of the Roman Catholic Diocese of Pembroke, [Pembroke], Chez l'Auteur, 1988, 448 p. (section sur le doyenné de Pontiac, p. 145-224).

Legros, Hector et Sœur Paul-Émile
Le diocèse d'Ottawa, 1847-1948, Ottawa, Le Droit, 1949, 905 p.

O'Dwyer, W. C.
Highway of destiny: a history of the diocese of Pembroke, Ottawa, Le Droit, 1964, xiii, 263 p.

Taché, Louis *et al.*
Le Nord de l'Outaouais, Hull, 1938, 396 p. (chap. III: « Histoire religieuse du Nord de l'Outaouais », par l'abbé Hector Legros, p. 150-174).

Thivierge, Edgar
« À la naissance du diocèse d'Ottawa », *Revue de l'Université d'Ottawa*, 7 (1937): 424-440; 8 (1938): 6-30.

Thivierge, Edgar
« À la naissance du diocèse d'Ottawa », *SCHÉC, Rapport*, (1934-1935): 27-38.

13. Diocèse de Québec

Archevêché de Québec
Le deuxième centenaire de l'érection du diocèse de Québec, Québec, Blumhart & cie Libraires-éditeurs, 1874, lvi, 251 p. iv p.

Boucher, Ghislaine
Le premier visage de l'Église au Canada: profil d'une Église naissante, la Nouvelle-France, 1608-1688, Montréal, Bellarmin, 1986, 191 p.

Campeau, Lucien
L'évêché de Québec (1674). Aux origines du premier diocèse érigé en Amérique française, Québec, La Société historique de Québec, 1974, 142 p. (coll. Cahiers d'histoire, 26).

Caron, Ivanhoé
« Le diocèse de Québec, divisions et subdivisions de 1674 à 1884 », *SCHÉC, Rapport*, (1937-1938): 11-47.

Hawkins, Ernest
Annals of the Diocese of Quebec, s.l., Society for Promoting Christian Knowledge, 1849, xiv, 335 p. (tableau de la vie de l'Église anglicane au Canada).

Lemieux, Lucien
« Le partage du diocèse de Québec », dans Guy-Marie Oury, dir., *La croix et le Nouveau Monde : histoire religieuse des francophones d'Amérique du Nord*, Montréal, CMD, 1987, p. 110-124.

Lemieux, Lucien
L'établissement de la première province ecclésiastique au Canada 1783-1844, Montréal, Fides, 1968, 559 p. (chap. VII : « Établissement de la province ecclésiastique de Québec, 1836-1844 », p. 403-518).

Lemieux, Raymond
« Autour de Vatican II : vie paroissiale et Grandes Missions dans le diocèse de Québec. Le contexte intellectuel », *SCHÉC, Études d'histoire religieuse*, 63 (1997) : 59-77.

Lemieux, Raymond
L'Église de l'Amiante, Sainte-Foy, Centre de recherche en sociologie religieuse, Université Laval, 1968, 282 p. (région de Thetford-Mines).

Lessard, Marc-André
La frontière nord-ouest de l'archidiocèse de Québec, Sainte-Foy, Centre de recherche en sociologie religieuse, Université Laval, 1965, 32 p., Tabl., Carte.

Lessard, Marc-André
« Sociographie de l'archidiocèse de Québec », *Recherches sociographiques*, 2, 1 (1961) : 105-106.

Lindsay, Abbé Lionel
« Le Centenaire de l'Archevêché de Québec », *La Semaine religieuse de Québec*, (1919) : 8-12 ; 18-25 ; 34-40.

Musée du Québec
Le diocèse de Québec, 1674-1974, Québec, Musée du Québec, 1978, 59 p., 24 ill. (catalogue d'une exposition d'art).

Oury, G. M.
« Du vicariat apostolique de la Nouvelle-France au diocèse de Québec », dans Guy-Marie Oury, dir., *La croix et le Nouveau Monde*, Montréal, CMD, 1987, p. 52-60.

Routhier, Gilles
« Entre Révolution tranquille et *aggiornamento* conciliaire : évolution dans le gouvernement du diocèse de Québec au cours des années 1960 », *SCHÉC, Études d'histoire religieuse*, 67 (2001) : 47-56.

St-Onge, Abbé Charles-Eugène
« Regard sur le clergé du diocèse de Québec », *La Semaine religieuse de Québec*, 67, 31 (31 mars 1955) : 484-489.

Têtu, Henri
Les évêques de Québec, Québec, Narcisse-S. Hardy, 1889, 692 p.

Voisine, Nive
« Un diocèse aux dimensions de l'Amérique », *Cap-aux-Diamants*, hors série, (print. 1993) : 30-33.

14. Diocèse de Rimouski

Bélanger, Noël et Nive Voisine, dir.
Le Diocèse de Rimouski (1867-1992), Rimouski, Archevêché de Rimouski, 1994, 352 p.

Bérubé, L.
« Histoire religieuse du diocèse de Rimouski », *SCHÉC, Sessions d'étude*, (1967) : 67-74.

Chouinard, Édouard-P.
Galerie des prêtres du diocèse de St-Germain-de-Rimouski, Québec, Dussault & Proulx Imprimeurs, 1902, 252 p., Ill.

Drapeau, Jean et Rodrigue Bélanger, dir.
Une Église d'hier à demain. Explorations et essais, Sillery, Presses de l'Université du Québec, 1973, 195 p. (publié dans le cadre du synode de 1968-1972 du diocèse de Rimouski).

Dumais, Monique
L'Église de Rimouski dans un contexte de développement régional (1963-1972), Montréal, Fides, 1978, 395 p.

Fortin, Jean-Charles, Antonio Lechasseur *et al.*
Histoire du Bas-Saint-Laurent, Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, 1993, 861 p., Ill. (coll. Les régions du Québec, 5) (diocèse de Rimouski, p. 325-326 ; 518-519 ; 688-689).

Gosselin, Sylvain
« Les 125 ans du diocèse de Rimouski : 1867-1992 », *Revue d'histoire du Bas-Saint-Laurent*, 16, 2 (juin 1993) : 3-8.

Guay, Charles
Album photo-biographique du clergé de Rimouski depuis l'érection du diocèse, le 15 janvier 1867, jusqu'à nos jours, Montréal, Eusèbe Senécal, 1877, n.p., Ill.

Langlois, Marius
L'éducation de la foi dans le diocèse de Rimouski (1867-1928), mémoire de maîtrise (histoire), Université Laval, 1981, 219 p.

Morin, A.-Cléophas
Dans la maison du Père : nécrologie sacerdotale du diocèse de Rimouski, 1867-1967, Rimouski, Archidiocèse de Rimouski, 1967, 243 p.

Morin, A.-Cléophas
Le clergé de l'archidiocèse de Saint-Germain de Rimouski, 1902-1955, Rimouski, Archevêché de Rimouski, 1955, 496 p., Ill.

15. Diocèse de Rouyn-Noranda

Charron, Robert, Rosia Douaire et Marie-Paule Ferron
Une Église en fête : diocèse de Rouyn-Noranda, 1974-1999, [Rouyn-Noranda ?, s.n.], 1998, 99 p.

Gauthier, Annette
Genèse de nos paroisses régionales : nord-ouest québécois et est ontarien, Rouyn, Société nationale des Québécois d'Abitibi-Témiscamingue, 1976.

Larouche, Fernand
Vers la communauté des croyants. L'Église de Rouyn-Noranda : son contexte québécois, sa pastorale, sa quête de pertinence, Rouyn, 1993, 172 p.

Martel, Gilles
« L'évolution des diocèses d'Amos et de Rouyn-Noranda », *SCHÉC, Sessions d'étude*, 49 (1982) : 71-82.

Vincent, Odette, dir.
Histoire de l'Abitibi-Témiscamingue, Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, 1995, 761 p., Ill. (coll. Les régions du Québec, 7) (diocèse de Rouyn-Noranda, p. 531-534).

16. Diocèse de Saint-Hyacinthe

Allaire, Abbé J.-B.-A.
Album du clergé séculier du diocèse de Saint-Hyacinthe, Saint-Hyacinthe, La Tribune, 1919, 80 p., Ill.

Comité de l'album historique
Album historique du centenaire du diocèse de Saint-Hyacinthe (1852-1952), Granby, La voix de l'Est, [1952 ?], 224 p.

Denis, A.
Album photo-biographique du clergé catholique du diocèse de Saint-Hyacinthe, Saint-Hyacinthe, s.d.

Filion, Mario, Jean-Claude Fortin *et al.*
Histoire du Richelieu – Yamaska – Rive-Sud, Sainte-Foy, Éditions de l'IQRC/PUL, 2001, 557 p., Ill. (coll. Les régions du Québec, 13) (diocèse de Saint-Hyacinthe, p. 226-237 ; 429-440).

Grisé, Jacques
Les conciles provinciaux de Québec et l'Église canadienne (1851-1886), Montréal, Fides, 1979 (diocèses de Saint-Hyacinthe et de Trois-Rivières, p. 97 ; 104-117 ; la Côte-Nord, p. 118-119).

Hudon, Christine
Prêtres et fidèles dans le diocèse de Saint-Hyacinthe, 1820-1875, Sillery, Septentrion, 1996, 469 p. (publication de sa thèse de doctorat).

Hudon, Christine
Encadrement clérical et vie religieuse dans le diocèse de Saint-Hyacinthe, 1820-1875, thèse de doctorat (études québécoises), Université du Québec à Trois-Rivières, 1994, 504 p.

Hudon, Christine
« Carrières et vie matérielle du clergé du Richelieu-Yamaska, 1790-1840 », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 45 (1992) : 573-594.

Hudon, Christine
Les curés du Richelieu-Yamaska, 1790-1840. Recrutement, vie matérielle et action pastorale, mémoire de maîtrise (histoire), Université de Montréal, 1988.

Phaneuf, Georges-Étienne
Le diocèse de Saint-Hyacinthe. Étude sociologique du milieu et des institutions, Montréal, Institut social populaire, (déc. 1957), 52 p. (coll. Les Cahiers de l'Institut social populaire, 3).

Robillard, Jean-Jacques
150 de vie en Église. Album du 150e anniversaire du diocèse de Saint-Hyacinthe, 1852-2002 [titre provisoire], Joliette, Valiquette Éditeur, 2003 (à paraître).

Sansoucy, Mgr Léo
« Le diocèse de Mgr Moreau : variation des limites territoriales », *Le Courrier de Saint-Hyacinthe*, (25 mars 1987) : 13 ; (1er avril 1987) : 323.

Sansoucy, Mgr Léo
« 125e anniversaire de l'érection du diocèse de Saint-Hyacinthe, en juin 1852 », *L'Église canadienne*, 10, 6 (juin-juill. 1977) : 176-178.

17. Diocèse de Saint-Jean

[Anonyme]
Le diocèse de Saint-Jean-de-Québec. Renseignements utiles publiés à l'occasion du 25e anniversaire du diocèse, s.l., Évêché de Saint-Jean, 1959, 215 p.

Auclair, Élie-J.
« Le nouveau diocèse Saint-Jean-de-Québec », *Canada ecclésiastique*, 49 (1935) : 1 081-1 084.

Bissonnette, Jean-Guy
Les zones pastorales du diocèse de Saint-Jean-de-Québec, Saint-Jean-sur-Richelieu, Bureau de recherches pastorales, 1966, 90 p.

En collaboration
Diocèse de Saint-Jean-Longueuil, 50 ans, [Longueuil, Secrétariat général du diocèse de Saint-Jean-Longueuil], 1984, 64 p., Ill.

Filion, Mario, Jean-Charles Fortin *et al.*
Histoire du Richelieu – Yamaska – Rive-Sud, Sainte-Foy, Éditions de l'IQRC/PUL, 2001, 557 p., Ill. (coll. Les régions du Québec, 13) (diocèse de Saint-Jean, p. 226-237 ; 429-440).

Hubert, Bernard
« La régionalisation au diocèse de Saint-Jean, une opération pastorale », *L'Église canadienne*, 13, 3 (11 oct. 1979) : 67-71.

[Messier, Mgr Lucien, dir.]
Le diocèse de Saint-Jean-de-Québec : renseignements utiles publiés à l'occasion du 25e anniversaire du diocèse, Saint-Jean-sur-Richelieu, Évêché de Saint-Jean, 1959, 214 p., Ill. (histoire, profil socioéconomique, éphémérides, biographies).

Roy, Gilles
« Le diocèse de Saint-Jean-de-Longueuil a cinquante ans », *L'Église canadienne*, 17, 20 (21 juin 1984) : 627-632.

Roy, Gilles
Les zones pastorales du diocèse de Saint-Jean-de-Québec, Saint-Jean-sur-Richelieu, Bureau de recherches pastorales du diocèse de Saint-Jean, 1966, 90 p.

18. Diocèse de Saint-Jérôme

Charbonneau, Paul-Émile et Maurice Matte
La Mission du diocèse de Saint-Jérôme : une expérience canadienne de Mission Générale, Montréal, Fides, 1960, 143 p.

Dumont, Fernand
« Sociologie d'un diocèse canadien : aspects méthodologiques », *SCHÉC, Rapport*, (1956-1957) : 30-38.

Dumont, Fernand et Yves Martin
L'analyse des structures sociales régionales. Étude sociologique de la région de Saint-Jérôme, Sainte-Foy, Presses de l'Université Laval, 1963, 269 p.

Lajeunesse, Gérard
Une Église se raconte. Diocèse de Saint-Jérôme, 1951-2001, Saint-Jérôme, L'Évêché, 2001, 430 p., Ill.

Laurin, Serge
Histoire des Laurentides, Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, 1989, 892 p., Ill. (coll. Les régions du Québec, 3) (diocèse de Saint-Jérôme, p. 398-401 ; 756-758 ; 778-779).

Matte, Maurice
« La mission générale du diocèse de St-Jérôme. Essai d'une pastorale d'ensemble », *SCHÉC, Rapport*, 31 (1964) : 31-36.

19. Diocèse de Sainte-Anne-de-la-Pocatière

Gagnon, François
Les évêques et le clergé du diocèse de Sainte-Anne-de-la-Pocatière. Notes biographiques, La Pocatière, Évêché de Sainte-Anne-de-la-Pocatière, 1974, 281 p., Photos.

Godbout, Gaétan
Terre de promesses. Église de Sainte-Anne, 1951-2001, La Pocatière, L'Évêché, 2001, 209 p.

Laberge, Alain *et al.*
Histoire de la Côte-du-Sud, Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, 1993, 645 p., Ill. (coll. Les régions du Québec, 4) (diocèse de Sainte-Anne-de-la-Pocatière, p. 457-465).

Laplante, Léon
Les membres du clergé et les paroisses du diocèse de Sainte-Anne-de-la-Pocatière, 1951-1994 : notices biographiques, La Pocatière, Évêché de Sainte-Anne-de-la-Pocatière, 1994, 409 p.

Lapointe, Gérard
Structures sociales et attitudes religieuses. Étude sociologique du diocèse de Sainte-Anne-de-la-Pocatière, Sainte-Foy, Centre de recherche en sociologie religieuse, Université Laval, 1967, 349 p., Ill., Carte (publication de sa thèse de doctorat).

Lapointe, Gérard
Le diocèse de Sainte-Anne-de-la-Pocatière : structures sociales et attitudes religieuses. Étude de sociologie religieuse, thèse de doctorat (sociologie), Paris, École pratique des hautes études, 1963, 356 p.

Montminy, Jean-Paul, Vianney Delalande et Roland Doyon
Étude du diocèse de Sainte-Anne-de-la-Pocatière. Rapport socio-pastoral, Sainte-Foy, Centre de recherche en sociologie religieuse, Université Laval, 1961, 343 p.

20. Diocèse de Sherbrooke

Adam, Léonidas [abbé]
« L'histoire religieuse des Cantons de l'Est », *Revue canadienne*, nouvelle série, XXVI (1921) : 19-34.

[Anonyme]
Obituaire du clergé, 1874-1993, Sherbrooke, Archidiocèse de Sherbrooke, s.l., n.d., 274 p. (notices par ordre de décès, suivies de plusieurs index).

Auclair, Élie-J.
« Le rôle de l'Église dans les Cantons de l'Est », *SCHÉC, Rapport*, (1939-1940) : 89-97.

Fortier, Jean-Marie
« Le centenaire de l'archidiocèse de Sherbrooke », *L'Église canadienne*, 7, 5 (1974) : 149-151.

Gravel, Albert
Obituaire – Album du clergé séculier de Sherbrooke, 1874-1968, Sherbrooke, Chez l'Auteur, 1969, 3 tomes en 1 vol. (poly copié).

Gravel, Albert
Aux sources de notre histoire religieuse dans les Cantons de l'Est, Sherbrooke, Apostolat de la presse, 1952, 140 p.

Gravel, Albert
« Histoire religieuse des Cantons de l'Est », *Miettes, croquis et souvenirs*, Montréal, Impr. populaire, 1923 : 83-87.

Kesteman, Jean-Pierre, Peter Southam et Diane Saint-Pierre
Histoire des Cantons de l'Est, Sainte-Foy, Éditions de l'IQRC/PUL, 1998, 829 p., Ill. (coll. Les régions du Québec, 10) (diocèse de Sherbrooke, p. 401-406 ; 647-657).

LaBrèque, Marie-Paule
« Les Églises dans les Cantons de l'Est (1800-1860) », *SCHÉC, Sessions d'étude*, 41 (1974) : 87-103.

21. Diocèse de Trois-Rivières

Ayotte, P. V.
Album photographique du clergé et des édifices religieux du diocèse de Trois-Rivières. Depuis son érection, le 8 juin 1852 jusqu'à nos jours, avec notices en regard des photographies, Montréal, Sénécal, 1877 (26 mosaïques photographiques montées sur onglets concernant 201 personnages et 95 rues prises à l'hiver 1869-1870).

Biron, Hervé
« Tableau de l'Église trifluvienne en 1852 », *SCHÉC, Rapport*, 19 (1951-1952) : 29-51.

Biron, Hervé
Grandeurs et misères de l'Église trifluvienne, 1615-1947, Trois-Rivières, 1947, 242 p. (coll. L'histoire régionale, 2).

Douville, Joseph-Antoine-Irénée
Résumé des mémoires en faveur de la division du diocèse des Trois-Rivières, Nicolet, s.n., 1883, 60 p.

Grisé, Jacques
Les conciles provinciaux de Québec et l'Église canadienne (1851-1886), Montréal, Fides, 1979 (diocèse de Trois-Rivières, p. 97, 104-117).

Hamel, Brigitte
Paroisses, dessertes, missions, postes qui appartiennent ou ont appartenu au diocèse de Trois-Rivières, Trois-Rivières, Archives de l'Évêché de Trois-Rivières, 1989, 30 p.

Hamelin, Louis-Edmond
« Industrialisation et structure de l'Église dans le diocèse des Trois-Rivières, dynamique des milieux sociaux », *Le Géographe canadien*, 7 (1956) : 34-46. Aussi dans : *Ad Usum Sacerdotum*, 11, 3 (déc. 1955) : 70-79.

Hardy, René
Contrôle social et mutation de la culture religieuse au Québec, 1830-1930, Montréal, Boréal, 1999, 284 p. (concerne les diocèses de Trois-Rivières, Québec et Montréal).

Laflèche, Louis-François Richer
Question du démembrement du diocèse des Trois-Rivières, 2 vol. (regroupement de brochures publiées entre 1878 et 1885. Dossier déposé aux Archives nationales du Québec à Québec).

Magnan, Antonio
Biographies sacerdotales trifluviennes : le clergé séculier du diocèse des Trois-Rivières, Trois-Rivières, L'Association catholique des voyageurs de commerce, section Trois-Rivières, 1936, 91 p., Photos.

Noël, L.
« L'Église de Trois-Rivières a 125 ans », *L'Église canadienne*, 11, 6 (1977) : 171-173.

Panneton, Georges et Antonio Magnan
Le diocèse de Trois-Rivières, 1962, Trois-Rivières, Éditions du Bien public, 1962, 513 p., Portr., Bibliogr.

Panneton, Georges et Antonio Magnan
Le diocèse de Trois-Rivières, 1852-1952 : biographies sacerdotales, organisation diocésaine, notes historiques, Trois-Rivières, Éditions du Bien public, 1953, 381 p., Ill., Bibliogr.

Panneton, Jean
Le diocèse de Trois-Rivières, 1852-2002. 150 ans d'espérance, Sillery, Éditions du Septentrion, 2002, 258 p., Ill.

Robert, Daniel
Les préoccupations pastorales des évêques de Trois-Rivières, à travers les procès-verbaux de visites, 1852-1898, mémoire de maîtrise (études québécoises), Université du Québec à Trois-Rivières, 1982, xvii, 307 p.

Roy, Jean
« Le greffier de la paix et le curé : à propos de l'influence du clergé paroissial en Mauricie », *Annales de Bretagne*, 95 (1988) : 447-463.

Roy, Jean et Daniel Robert
« Les rapports annuels des curés et l'histoire des paroisses dans la seconde moitié du XIX[e] siècle », *Archives*, 16, 1 (juin 1984) : 31-53.

Trudel, Marcel
« L'historiographie religieuse de la région trifluvienne des origines à nos jours : essai de bilan et directions de recherche », *SCHÉC, Études d'histoire religieuse*, 57 (1990) : 9-20.

Trudel, Marcel
Le régime militaire dans le Gouvernement de Trois-Rivières, 1760-1764, Trois-Rivières, Éditions du Bien Public, 1952, 236 p. (sur l'Église trifluvienne, p. 125-154).

Voisine, Nive
« Un diocèse divisé contre lui-même, Trois-Rivières (1852-1885) », *Revue de l'Université d'Ottawa*, 47, 1-2 (janv.-avril 1977) : 226-236.

22. Diocèse de Valleyfield

[Anonyme]
Érection du diocèse de Valleyfield : consécration de son premier évêque monseigneur J. M. Émard, 9 juin 1892, Montréal, Arbour & Laperle, 1892, 176 p.

Filion, Mario *et al.*
Histoire du Haut-Saint-Laurent, Sainte-Foy, Éditions de l'IQRC/PUL, 2000, 439 p., Ill. (coll. Les régions du Québec, 12) (diocèse de Valleyfield, p. 283-287).

Le comité de l'album

Témoins d'une Église. Diocèse de Valleyfield 1892-1992, Valleyfield, Évêché de Valleyfield, 1991, 314 p., Ill.

2002/12/07
Le diocèse catholique au Québec